

REGLEMENT CONCERNANT LES TAXES SOUS FORME DE PERMIS (LICENCES),  
ET ABROGEANT CERTAINS REGLEMENTS.

(Adopté par le Comité exécutif le 19 juillet 1940 et,  
par ordonnance de la Commission municipale de Québec, le  
11 septembre 1940).

A une assemblée du Comité exécutif de la Cité de Montréal,  
tenue à l'hôtel de ville, le 19me jour de juillet 1940, en la  
manière et suivant les formalités prescrites par la loi, à  
laquelle assemblée sont présents: MM. les échevins Savignac,  
président, Coupal et Delisle, membres dudit Comité,

Il est décrété et statué par ledit Comité comme suit:

PERMIS EN GENERAL

ARTICLE 1.- Toute personne qui désire tenir les commerces  
ou établissements, ou exercer les métiers ou professions, ou faire  
usage des appareils ou véhicules ou garder les animaux ou se pro-  
curer les articles ci-dessous énumérés, doit préalablement payer  
au directeur des finances de la Cité les montants apparaissant en  
regard de chacun, savoir:

1. Agents, sous-agents, solliciteurs ou courtiers  
d'assurances quelconques ne tenant personnelle-  
ment aucun bureau d'affaires dans la Cité, ou  
faisant affaires de porte en porte ..... \$ 5.00
2. Agents de change ou courtiers (stock brokers) 100.00

3. Agents ou représentants de toute société, compagnie ou corporation faisant du courtage dans la cité sans y avoir de place d'affaires permanentes ..... 1,000.00

(Cette taxe annuelle, dans le cas d'une société de courtiers, ne pourra être exigée que de la société).

4. Agents de recouvrements ..... 100.00

5. Agents d'immeubles ..... 50.00

("Agent d'immeubles" comprend toute personne, société, syndicat ou corporation, quelle que soit sa profession ou occupation, qui vend ou offre en vente, échange ou offre à échanger, administre ou loue des immeubles ou propriétés immobilières appartenant à d'autres, ou qui perçoit les loyers d'un ou plusieurs immeubles pour d'autres, mais non l'avocat ni le notaire qui tient un bureau d'avocat ou de notaire, et qui, occasionnellement et dans le cours ordinaire de ses affaires professionnelles, vend ou achète des immeubles pour d'autres ou les loue ou fait des placements pour ses clients.

Sera aussi réputé "agent d'immeubles", aux termes du présent règlement, toute personne qui s'annoncera comme tel, soit par affiches ou enseignes, soit par annonces dans les journaux ou dans l'almanach des adresses).

6. Agents financiers ..... 100.00

("Agent financier" comprend toute personne, société, syndicat ou corporation qui, n'étant pas détenteur d'un permis d'agent de change

(stock broker), en considération d'une commission ou de toute autre rémunération, fait ou offre de faire des placements d'argent pour d'autres personnes, vend ou offre de vendre des obligations (bonds) ou des débentures pour d'autres personnes, obtient ou offre d'obtenir de l'argent sur prêt, pour d'autres personnes, ou qui agit comme intermédiaire pour l'expédition d'affaires ou opérations financières du genre ici mentionné).

7. Agents de buanderies:

Personnes physiques ou morales n'étant pas les employées de buanderies publiques ayant leur principale place d'affaires dans les limites de la cité et ayant dûment obtenu leur permis de la Cité, et qui, pour elles-mêmes ou pour d'autres, sollicitent, reçoivent, transportent ou délivrent, dans lesdites limites, du linge blanchi ou destiné au blanchissage, au repassage ou au nettoyage à sec ou autrement ..... 50.00

(La taxe ci-dessus mentionnée ne s'applique pas dans le cas d'une blanchisseuse qui fait quelque-une des opérations ci-dessus seule ou avec un ou deux membres de sa famille, ni dans le cas d'une communauté religieuse qui fait ce genre de travail).

8. Aiguiseurs de ciseaux ou de couteaux, ou réparateurs de parapluies ou autres objets sollicitant de porte en porte ..... 5.00

9. Bois scié vendu sur les quais .....	50.00
10. Boyaux d'arrosage:	
Pour le lavage de fenêtres, trottoirs ou de l'extérieur d'un bâtiment .....	2.50
Pour l'arrosage de jardins ou pelouses .....	2.50
Pour l'arrosage de jardins ou pelouses, lorsque le boyau d'arrosage est relié à un arrosoir fixe rotatif ou autrement automatique .....	7.00

(L'usage de boyaux d'arrosage ayant plus de 3/4 de pouce de diamètre ou avec orifice de plus de 1/4 de pouce est défendu.

Il sera facultatif pour la Cité, agissant par l'entremise de l'inspecteur dûment préposé à cette fin, d'obliger toutes personnes possédant des jardins, des pelouses, des terrains de tennis, des terrains de golf etc., de grande étendue, de s'approvisionner d'eau au compteur pour l'arrosage de tels jardins, pelouses, terrains de tennis ou de golf etc., et, dans ce cas, tous les raccords, à la prise d'eau du boyau d'arrosage, devront être munis d'un compteur ou scellés. De plus, chaque telle personne devra payer la somme de \$2.00 pour les frais d'installation et de déplacement de chacun des compteurs fournis par la Cité, en sus du prix du tarif réglementaire pour l'eau dont la quantité consommée sera enregistrée par lesdits compteurs, lesquels devront être protégés par le consommateur contre la gelée et contre tout ce qui pourrait les endommager.

La Cité pourra, afin d'éviter le gaspillage, installer des compteurs pour mesurer la quantité d'eau employée pour quelque'une des fins susmentionnées et, dans ce cas, le prix exigible pour l'eau consommée sera celui fixé dans le tarif en vigueur pour eau fournie au compteur).

11. Chevaux:

Pour chaque cheval de travail ou de louage de réserve .....	2.50
Pour chaque cheval de selle et pour chaque cheval de promenade de réserve .....	6.00

12. Chiens, pour chaque chien ..... 5.00

13. Cireur de chaussures dans un magasin ou autre bâtiment quelconque ..... 5.00

14. Commerçants de chevaux ..... 25.00

15. Commerçants de foin ..... 20.00

16. Commerçants de produits de la ferme, cultivateurs, jardiniers, maraîchers vendant leurs produits aux épiciers, bouchers, marchands de fruits et de légumes ou aux marchands de provisions, aux magasins ou entrepôts respectifs de ces derniers .... 25.00

17. Commerçants ne résidant pas dans les limites de la cité ou n'y ayant pas de place d'affaires, qui viennent y faire le commerce de détail, de déménagement et de transport ou qui y livrent

ou y font livrer, par voitures ou véhicules, les  
marchandises ainsi vendues dans la cité ..... 200.00

(Cette taxe ne sera exigible que des personnes  
d'une municipalité qui a passé ou passerait  
un règlement pour imposer une taxe de cette  
nature aux personnes de la Cité de Montréal).

18. Commerce dans une maison privée dans la cité,  
au moyen d'annonces dans les journaux ou de  
tout autre genre d'annonces ..... 200.00

(Cette taxe ne s'applique pas, cependant,  
à une personne gardant constamment à sa porte  
une enseigne portant son nom et les mots  
"marchand de " suivis de l'indication du com-  
merce auquel elle se livre, ladite enseigne  
devant être faite de bois ou de métal, être  
fixée en permanence au mur extérieur de la  
maison et mesurer au moins deux pieds de longueur  
et un pied et six pouces de largeur, les lettres  
des inscriptions ne devant pas avoir moins  
de deux pouces de hauteur).

19. Fonds de banqueroute vendus au détail exclusi-  
vement ..... 50.00

20. Magasins temporaires ou installations temporaires  
dans tout autre local pour y vendre ou offrir  
en vente, au détail, que ce soit sur échantillons  
ou autrement, des articles ou marchandises  
quelconques:

Archives de la Ville de Montréal  
Pour une période de trente jours ou moins ..... 500.00

Pour chaque jour excédant cette période .....	10.00
21. Moteurs pour fins de commerce, de 5 chevaux- vapeur ou moins (automobiles exceptés). .....	2.00
22. Numéros de maisons, pour chaque numéro .....	0.30
23. Patinoires .....	50.00
24. Pompes servant à la vente de gazoline:	
Pour chaque pompe installée à l'intérieur ou immédiatement à l'extérieur d'un garage .....	10.00
Pour chaque pompe installée dans un poste d'ap- provisionnement d'essence .....	50.00
Pour chaque pompe reliée à un lampadaire tel que défini par le règlement No 1310 .....	75.00
(Si plus d'un tuyau d'alimentation sont reliés à une seule pompe et de la gazoline de grades différents peut être ainsi distribuée, le coût de la licence doit être basé sur le nombre de tuyaux d'alimentation, au lieu de l'être sur les pompes).	
25. Prêteurs d'argent .....	200.00
Prêteurs d'argent sur la garantie de biens meu- bles ou de salaires et exigeant plus de dix pour cent par an de la somme prêtée, dans chaque cas, pour intérêt et tous autres frais, charges ou commission en rapport avec tel prêt .....	1,000.00
26. Véhicules automobiles dont le poids, ajouté à celui indiqué par leur capacité, forme un poids total qui excède les limites établies par la loi	

des véhicules automobiles de la province de Québec et les règlements passés en vertu de ladite loi, pour circuler dans un chemin public en dehors des cités et villes:

a) Pour tout camion à deux essieux seulement, dont l'un est moteur, avec roues simples:

(a) s'il est pourvu, en tout ou en partie, de bandages pleins ou non-pneumatiques:

Du poids d'au delà de 12,800 livres jusqu'à 14,000 livres .....	150.00
De 14,001 livres à 16,000 livres .....	175.00
De 16,001 livres à 18,000 livres .....	200.00
De 18,001 livres à 20,000 livres .....	225.00
De plus de 20,000 livres .....	250.00

(b) s'il est entièrement pourvu de bandages pneumatiques:

Du poids d'au delà de 16,000 livres jusqu'à 18,000 livres .....	125.00
De 18,001 livres à 20,000 livres .....	150.00
De plus de 20,000 livres .....	175.00

b) Pour tout camion à deux essieux, dont l'essieu d'avant avec roues simples et l'essieu d'arrière avec roues jumelles; ou à trois essieux, dont deux essieux-moteurs à l'arrière avec roues simples; ou à deux essieux-moteurs simples à l'avant et à l'arrière avec roues simples; ou à deux essieux-moteurs simples, dont l'essieu d'avant avec roues simples et l'essieu d'arrière



avec roues jumelles:

(a) s'il est pourvu, en tout ou en partie, de bandages pleins ou non pneumatiques:

Du poids d'au delà de 16,000 livres jusqu'à 18,000 livres .....	200.00
De 18,001 livres à 20,000 livres .....	225.00
De plus de 20,000 livres .....	250.00

(b) s'il est entièrement pourvu de bandages pneumatiques:

Du poids d'au delà de 20,000 livres .....	175.00
---	--------

c) Pour tout camion à trois essieux, dont deux essieux-moteurs jumeaux à l'arrière munis de roues jumelles:

(a) s'il est pourvu, en tout ou en partie, de bandages pleins ou non-pneumatiques:

Du poids d'au delà de 19,200 livres jusqu'à 20,000 livres .....	225.00
De plus de 20,000 livres .....	250.00

(b) s'il est entièrement pourvu de bandages pneumatiques:

Du poids d'au delà de 24,000 livres .....	175.00
---	--------

(Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules automobiles dont l'enregistrement est fait gratuitement sous l'autorité de la loi citée plus haut, et ledit permis n'est imposé sur les véhicules automobiles que dans le cas où le principal établissement du matériel roulant duquel ces véhicules

automobiles font partie est situé dans les limites de la cité de Montréal.

Le surintendant de la division des permis est autorisé à poser sur les véhicules automobiles lourds assujettis à un permis, une plaque indiquant que ce permis a été payé, laquelle plaque devra être placée sur l'avant du véhicule automobile, au-dessus de la plaque du permis provincial).

(Il sera loisible à tout officier de police ou constable de faire peser à un bureau de pesage public, s'il le juge nécessaire, tout véhicule automobile portant une lourde charge et circulant dans les rues ou autres voies publiques de la cité, afin de s'assurer si l'on se conforme aux dispositions du présent règlement).

27. Voitures à bras pour fins de commerce, pour chaque	
voiture .....	5.00

28. Voitures de charge:

(Comprenant toutes voitures servant au transport de matériaux, colis, marchandises, denrées ou articles quelconques, y compris les corbillards, à l'exception des voitures assujetties à un permis d'un taux différent, imposé en vertu du présent ou d'un autre règlement).

Pour toute voiture à 2 roues, à 1 cheval .....	8.00
--	------

Pour toute voiture à 4 roues, à 1 cheval .....	12.00
--	-------

Pour toute voiture à 4 roues, à 2 chevaux .....	15.00
---	-------

(Les taux ci-dessus comprennent la voiture et les chevaux).

29. Voitures de promenade ou d'agrément:

(a) Sur chaque carrosse ou autre voiture à quatre roues, trainé par deux chevaux .....	27.00
(b) Sur chaque carrosse trainé par un cheval .....	16.00
(c) Sur chaque boghei ou autre voiture à 4 roues et sur chaque voiture à 2 roues trainée par un cheval .....	12.00
(d) Sur chaque voiture gardée pour des fins de louage par des personnes tenant des écuries de louage .....	12.00

(Les taux ci-dessus comprennent le cheval et la voiture; mais dans les cas où ladite voiture est louée avec le cocher qui doit la conduire, le permis exigible est celui des voitures de place ou fiacres).

(Le permis ci-dessus s'appliquera tant aux voitures d'été qu'aux voitures d'hiver d'une description correspondante, mais dans tous les cas où des voitures d'été ou d'hiver seulement sont gardées, le permis sera payable sur celles-ci comme si des voitures d'été et d'hiver étaient gardées. Dans le cas, cependant, où une personne ne possédant qu'un seul cheval aurait déjà payé pour un permis pour une voiture de commerce, le permis sur la voiture de promenade ne sera pas exigible, pourvu toutefois que ladite voiture de promenade soit gardée dans la

cour ou dans les dépendances du domicile ou de la place d'affaires de ladite personne).

- 30. Voitures employées à transporter d'une municipalité située dans un rayon d'au delà de deux milles de la cité, dans ladite cité, de la pierre de construction taillée ou brute, pour chaque voiture ..... 25.00
- 31. Voitures servant à toute fin quelconque et non déjà taxées en vertu du présent règlement, pour chaque voiture ..... 12.00
- 32. Voitures tirées par trois chevaux ou plus, pour chaque telle voiture, pourvu qu'elle ne soit pas déjà taxée en vertu du présent règlement, pour chaque voiture ..... 30.00

TAXES DE NATURE PARTICULIERE

Matériaux de construction

ARTICLE 2.- Une taxe spéciale est imposée pour l'utilisation de l'eau dans la préparation des matériaux de construction, payable d'avance, comme suit:

- Pour chaque 1,000 briques employées ..... 0.06
- Pour chaque verge cube de maçonnerie, béton  
ou terre cuite de maçonnerie ..... 0.03
- Pour chaque 1,000 verges d'enduits ..... 3.00

Il est défendu de placer sur les trottoirs ou sur une rue pavée d'une manière permanente des matériaux de construction, du goudron, de la chaux, de la pierre, de la brique ou autres objets de nature à détériorer le pavage ou le trottoir, sans en avoir obtenu la permission de l'inspecteur de la Cité. Cette permission est pour le temps

déterminé dans le permis et la personne qui obtient cette autorisation doit payer une somme de cinq cents (\$0.05) par pied de front par jour.

#### Compagnies d'assurance contre l'incendie

ARTICLE 3.- Une taxe spéciale est imposée et sera prélevée sur toute compagnie d'assurance contre l'incendie faisant affaires et prenant des risques dans la cité, et sur tout groupe ou syndicat faisant affaires sous le plan connu comme Lloyds ou autre assureur du même genre qui prend, directement ou par l'intermédiaire d'agents, des risques contre l'incendie sur des biens situés dans ladite cité, au taux d'un pour cent sur les primes perçues dans ladite cité par telle compagnie, pourvu, néanmoins, que le montant minimum de cette taxe, dans chaque cas, soit de deux cents dollars (\$200.00).

(a) Ladite taxe est payable annuellement, le premier jour de mai, et toute telle compagnie est tenue de fournir au directeur des finances de la Cité, le ou avant le premier jour de mars, chaque année, un état assermenté des primes perçues par elle dans la cité de Montréal, durant l'année finissant le 31 décembre précédent.

(b) Une taxe spéciale de cent dollars (\$100.00) est imposée et sera prélevée sur toute compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie sur des biens situés dans les limites de la cité, ainsi que sur toute autre association ou personne qui assure contre l'incendie des biens dans lesdites limites, sauf sur les compagnies ou autres associations ou personnes assujetties au paiement de la taxe mentionnée dans le paragraphe (a) du présent article.

(c) Lorsqu'une compagnie d'assurance contre l'incendie cumulera d'autres branches d'assurance, telles que l'assurance maritime, l'assurance sur la vie, contre les accidents et les maladies, sur la santé, les bestiaux, les glaces et les chaudières, contre le vol avec effraction, sur les automobiles, de garantie et de responsabilité des patrons, une taxe spéciale additionnelle de deux cents dollars (\$200.00) sera prélevée sur cette compagnie, au lieu de la taxe stipulée ci-dessus.

#### Etablissements similaires

ARTICLE 4.- Une taxe spéciale est imposée aux personnes qui exploitent plus d'un établissement similaire, le taux de cette taxe devant être basé sur le taux de la taxe d'affaires qui serait imposé à la même personne qui n'exploiterait qu'un seul établissement. Cette taxe est payable pour chaque établissement comme suit:

(a) Dans le cas des personnes dont la principale place d'affaires se trouve dans la municipalité, cette taxe est de la moitié de la taxe d'affaires; cette taxe ne doit pas, cependant, excéder la somme de cent dollars (\$100.00) par année pour chaque établissement;

(b) Dans le cas des personnes dont la principale place d'affaires n'est pas dans la municipalité, cette taxe est égale à la taxe d'affaires; cette taxe ne doit pas, cependant, excéder la somme de deux cents dollars (\$200.00) par année pour chaque établissement.

PERMIS SUBORDONNÉS A L'APPROBATION DU  
SERVICE DE LA POLICE

ARTICLE 5.- Toute personne qui désire tenir les commerces ou établissements, ou exercer les métiers ou professions, ou faire usage des appareils ou véhicules ci-dessous énumérés doit préalablement obtenir une recommandation écrite du directeur du service de la police et payer au directeur des finances de la Cité les montants apparaissant en regard de chacun, savoir:

1. Affiches (poseurs) .....	\$ 25.00
2. Affiches (employés de poseurs) .....	5.00
3. Agences de police secrète (détectives) .....	200.00
4. Agents ou solliciteurs de clients pour diligences, convois de chemins de fer, bateaux, maisons de pension ou d'entretien public .....	10.00
5. Autobus, chacun .....	50.00
(Le mot "autobus", aux fins du présent règlement signifie un véhicule-moteur affecté au transport du public et pouvant accomoder plus de sept personnes).	
6. Automobiles de louage et taxis, pour chacun .....	15.00
7. Bascules publiques ou privées exploitées moyennant rétribution, chacune .....	20.00
8. Bicycles ou bicyclettes non déjà pourvus d'un permis, à l'exception de ceux appartenant à des enfants âgés de moins de dix ans .....	1.00

(Le numéro du permis ci-dessus mentionné devra être attaché de façon apparente au bicycle ou à la bicyclette).

9. Carrousels:	
Durant toute l'année .....	50.00
Durant trois mois ou moins .....	20.00
10. Chauffeurs d'automobiles de louage, de taxis ou d'autobus .....	1.00
(Ce permis doit indiquer le nom du patron du chauffeur ou conducteur d'automobile de louage, de taxi ou d'autobus auquel il est accordé et ledit chauffeur ou conducteur doit, chaque fois qu'il entre au service d'un nouveau patron, en donner immédiatement avis au directeur du service de la police, qui doit faire sur le permis le changement nécessaire et, si ledit chauffeur ou conducteur néglige de se conformer aux dispositions de la présente section, il est passible de la pénalité édictée dans le présent règlement).	
11. Cireurs de chaussures exerçant leur métier dans les rues ou places publiques .....	1.00
12. Cirques, ménageries, représentations ou spectacles ambulants, par jour .....	1,000.00
Cirques, ménageries, représentations, spectacles ambulants ou autres organisations du même genre, faisant des parades dans les rues, lorsque lesdits cirques, ménageries, représentations ou spectacles ambulants ou autres organisations du même genre sont établis en dehors des limites de la cité, par jour .....	
	1,000.00



13. (a) Colporteurs, commerçants ambulants, revendeurs, porte-balles, vendeurs publics ne vendant que de menus articles, tels que petites brochures, petites images, crayons, lacets de chaussures, papier à lettre et enveloppes, préparations à polir les métaux ..... 10.00
- (b) Colporteurs, commerçants ambulants, vendeurs publics ne vendant que des rubans, insignes, ballons-jouets ou souvenirs, à l'occasion de fêtes ou de célébrations, par jour ..... 5.00
- (c) Tous autres colporteurs, commerçants ambulants, revendeurs, porte-balles, vendeurs publics ..... 100.00
- (d) Colporteurs exerçant leur commerce au moyen de véhicules hippomobiles ou automobiles, y compris les motocyclettes, pour chaque tel véhicule ..... 100.00

(Sont exemptés de cette taxe les boulangers distribuant du pain ou du pain et des gâteaux, les marchands de glace distribuant seulement de la glace à leurs clients, les personnes livrant, au moyen d'un véhicule, leurs marchandises à des places d'affaires pour les revendre, et les laitiers distribuant seulement du lait, de la crème ou d'autres produits laitiers ou des oeufs).

- (e) Colporteurs exerçant le commerce de fruits ou légumes au moyen d'un véhicule hippomobile ou automobile, y compris les motocyclettes, pour chaque tel véhicule ..... 50.00
- (f) Tout employé de colporteur vendant, dans une voiture, en compagnie de son patron, ou vendant avec le permis et la voiture de son patron ..... 10.00
- (g) Tout colporteur et tout employé colporteur, tout solliciteur et tout employé solliciteur, dans la nouveauté ou les merceries ou les chaussures ..... 100.00
- (Cette disposition ne s'applique pas aux personnes faisant affaires avec des marchands, commerçants ou manufacturiers seulement, dans le cours ordinaire de leur commerce).
- (h) Solliciteurs ou placiers (canvassers) ..... 100.00
- (i) Tout employé du solliciteur ou placier (canvasser) ..... 10.00
- (j) Aucun vendeur ambulant avec véhicule hippomobile ou automobile ne doit solliciter la clientèle de qui que ce soit, ni vendre ses produits sur une artère principale ou boulevard.
- (k) Colporteur, revendeur, commerçant ambulant, porte-balle ou vendeur public, s'appliquent à toute personne ayant en sa possession, pour

les vendre, des marchandises, denrées ou autres articles quelconques, et les vendant ou les offrant en vente, dans les rues ou places publiques de la cité ou dans les maisons privées. Ces termes s'appliquent aussi à toute personne délivrant, dans les rues ou places publiques de ladite cité, ou dans les maisons privées, des marchandises, denrées ou autres articles quelconques qui n'ont pas été spécialement vendus d'avance, dans un magasin ou autre place d'affaires, et ne sont pas évidemment consignés et adressés aux personnes auxquelles ils sont destinés; ou qui les délivre en quantités autres que celles stipulées dans ladite vente faite d'avance; mais ils ne s'appliquent pas aux boulangers, aux laitiers et aux marchands de glace, lorsqu'ils ne font que servir leurs pratiques, ni aux vendeurs de journaux.

Ces termes ne s'appliquent pas non plus aux personnes employées par une société de tempérance, ou une société de bienfaisance ou religieuse de cette province pour colporter et vendre des brochures (tracts) de tempérance, ou d'autres publications morales ou religieuses, sous la direction de cette société.

- (1) Solliciteur ou placier (canvasser) s'applique à toute personne sollicitant des commandes, dans les maisons privées, pour la vente de marchandises, denrées ou tout autre article quelconque, mais non au patron ou à l'employé régulier et salarié d'une maison de commerce qui, occasionnellement et dans le cours ordinaire des affaires, va dans une maison privée prendre une commande, à la demande préalable d'un client, ni aux voyageurs de commerce.

(m) Nulle personne ne doit faire affaires comme colporteur, commerçant ambulant, revendeur, porte-balle ou vendeur public sans avoir au préalable obtenu de la Cité un numéro-insigne correspondant à celui de son permis, et, dans le cas des colporteurs avec voitures automobiles ou hippomobiles, y compris les motocyclettes, sans avoir, en outre, obtenu de ladite Cité un numéro spécial de colporteur mesurant dix (10) pouces de longueur par six (6) pouces de largeur. Ce numéro spécial doit être fixé au côté droit de ladite voiture, de manière à être constamment en vue.

Un colporteur avec voiture automobile ou hippomobile ou avec motocyclette n'est mis en possession que d'un seul numéro-insigne, même s'il a deux ou plusieurs voitures en usage.

(n) Toute personne munie d'un permis de colporteur ne peut vendre ses produits que dans des mesures vérifiées par le gouvernement fédéral.

(o) Aucun permis de colporteur ou d'employé de colporteur n'est accordé à une personne âgée de moins de seize ans.

(p) Aucun commerce de colporteur ne doit être exercé dans les rues ou places publiques de la cité, ou de porte en porte, après sept heures du soir.

(q) Dans aucun cas le nombre de personnes vendant avec une voiture de colporteur ne doit dépasser trois.

14. Commerçants de chiens .....	25.00
15. Constables n'étant pas au service exclusif de la Cité, du gouvernement ou des compagnies de chemin de fer ou de navigation .....	5.00
16. Distributeurs automatiques servant exclusivement à la vente d'une marchandise quelconque et d'une valeur marchande généralement connue .....	2.00
Tous autres distributeurs automatiques, quels qu'ils soient .....	10.00

(Les distributeurs automatiques (slot-machines) permis par les lois du pays sont prohibés dans les limites de la cité, à moins que les personnes qui gardent de ces distributeurs automatiques, à titre de propriétaire ou locataire ou à quelqu'autre titre que ce soit, n'aient au préalable obtenu un permis de la Cité pour chaque distributeur automatique. Chaque tel distributeur doit porter une plaque fournie par la Cité et contenant l'année de tel permis).

(Les mots "distributeur automatique" désignent tout appareil, table, tableau, charpente (rack) ou mécanisme mis à la disposition du public et fonctionnant au moyen de l'introduction de pièces de monnaie ou de jetons, ou tout appareil etc. tel que décrit ci-dessus dont le fonctionnement dépend de quelque manière de l'adresse, ou du jugement de la personne qui le fait fonctionner; mais ce terme n'inclut pas les bascules automatiques, ni les appareils de téléphone, ni les appareils utilisés par rapport à la fourniture du gaz, ou les réfrigérateurs électriques, non plus que ceux dont l'usage ou la garde est prohibé par la loi parce qu'ils constituent des jeux de hasard ou pour une autre raison).

17. Distributeurs (individus) distribuant des circulaires, des échantillons ou autres objets à domicile .....	10.00
18. Employés de cocher de place .....	2.50
19. Encanteurs (commissaires-priseurs):	
(a) Pour la vente à l'enchère de marchandises venant de particuliers ou de marchands de la cité .....	200.00
(b) Chaque commis employé par eux pour vendre pour eux ces marchandises .....	40.00
(c) Pour la vente à l'enchère de marchandises expédiées dans ce but d'un endroit situé en dehors de la cité, à l'exception des peaux d'animaux à fourrure ou à poil .....	400.00

(d) Chaque commis employé par eux pour vendre pour eux ces marchandises ..... 240.00

(e) Pour les ventes à l'enchère autres que celles exceptées par l'article 68 du chapitre 25 des Statuts Refondus de Québec, 1925, et celles faites à la place d'affaires des encanteurs:  
Pour la première journée ..... 20.00  
Pour chaque journée additionnelle ..... 10.00

(Lesdites sommes de vingt dollars et de dix dollars, suivant le cas, doivent être payées en sus du prix régulier du permis tel que ci-dessus imposé aux encanteurs (commissaires-priseurs) et à leurs commis, les ventes à l'enchère ainsi faites en dehors de la place d'affaires des encanteurs ne devant pas durer plus de quinze jours).

(f) Le mot "encanteur" comprend non seulement celui qui vend à l'encan au plus offrant, mais aussi celui qui met une chose à l'enchère à un prix qu'il fixe et qui diminue ce prix jusqu'à ce que quelqu'un l'accepte).

20. Exhibitions d'animaux ou curiosités, à l'exception des cirques, ménageries ou autres organisations de ce genre, par jour ..... 1.00

21. Exhibitions, au moyen de lanternes magiques, de lampes électriques ou autres appareils d'annonces ou d'images lumineuses servant à annoncer des choses étrangères au commerce ordinaire de la maison où l'enseigne est placée, par jour ..... 0.50

22. Exhibitions, carnivals ou spectacles de quelque genre que ce soit sur des terrains ouverts au public, à l'exception des cirques, ménageries ou autres organisations similaires, qu'un droit d'entrée soit exigé ou non, pour chaque jeu, baraque pour la vente de rafraichissements ou de bonbons ou installation d'amusement locomobile (riding device), dans la même exhibition ou le même spectacle ou carnaval, exploité soit par le proprié-

taire lui-même ou par un concessionnaire, par jour .....	20.00
23. Guides .....	1.00
24. Hypnotiseurs, magnétiseurs, prestidigitateurs, chiromanciens, phrénologues ou autres personnes se livrant à des occupations de ce genre .....	10.00

25. Marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion  
("Marchand de bric-à-brac ou d'effets d'occasion"  
s'appliquent à toute personne tenant un magasin ou  
entrepôt, ou occupant une cour ou un local quelconque,  
dans la cité de Montréal, pour l'achat, la vente ou  
l'échange, en gros ou en détail, de vieux métaux, d'effets  
mobilier ayant déjà servi, y compris tout ce qui cons-  
titue l'ameublement d'une maison d'habitation ou d'un  
bureau ou les garnitures d'un magasin, de vieilles bou-  
teilles, guenilles ou autres objets de rebut, d'articles,  
d'effets ou de marchandises d'occasion, de quelque genre  
que ce soit, y compris les automobiles, les motocyclettes  
et les bicycles usagés, les accessoires usagés d'automo-  
biles, de motocyclettes et de bicycles les pneus usagés,  
les vieilles statuettes ou curiosités).

(Tout marchand qui achète de l'or ou d'autres métaux  
précieux, des pierres précieuses ou des bijoux de  
quelque genre que ce soit, à moins que tel achat n'ait  
été fait d'un marchand trafiquant en semblables matières,  
est censé être un marchand d'occasion ou marchand de  
bric-à-brac et est assujéti aux dispositions du présent  
paragraphe. Les bijoutiers ne sont pas tenus cependant  
de payer la taxe ou permis spécial imposé aux marchands  
de bric-à-brac).

(Les mots "marchands de bric-à-brac ou d'effets  
d'occasion" ne s'appliquent pas aux commerçants de  
véhicules automobiles, tels que définis et licenciés  
comme tels en vertu du chapitre 35 des Statuts Refondus  
de Québec, 1925, qui font le commerce d'automobiles neufs  
et qui, occasionnellement ou dans le cours de leur dit

commerce, vendent ou achètent des automobiles usagés).	
26. Musiciens ambulants ou joueurs de pianos mécaniques ou de tout autre instrument .....	50.00
27. Personnes s'exhibant au public pour annoncer des remèdes brevetés ou autres marchandises ou pour toute autre fin, par jour .....	5.00
28. Personnes sollicitant ou prenant des commandes pour la confection de photographies, ou exerçant l'art de la photographie, pour bénéfice, dans tout autre endroit qu'une place d'affaires inscrite au rôle d'évaluation, pourvu que, dans ce dernier cas, cette disposition ne s'applique pas aux personnes dont les noms sont inscrits audit rôle ou à leurs employés .....	100.00
29. Placards, dessins ou inscriptions (examen) :	
Une à six feuilles .....	0.03
Six feuilles ou plus .....	0.05
30. Porteurs d'écrêteaux ou d'annonces .....	5.00
31. Prêteurs sur gages .....	200.00
32. Restaurants temporaires dans une maison ou tout autre local avoisinant un terrain où un cirque ou une autre organisation de ce genre donne une ou des représentations, ou sur le terrain même de tel cirque ou de telle organisation .....	20.00
33. Rouliers publics pour le transport de marchandises, matériaux de construction, colis ou objets quelconques, avec un véhicule-moteur, pour chaque véhicule .....	15.00
("Roulier public" s'applique à toute personne qui transporte des marchandises ou autres objets pour le compte du public, soit à contrat ou à forfait, mais ne s'applique pas au marchand ou industriel qui, avec son véhicule automobile, transporte ses propres marchandises).	
34. Vendeurs publics exerçant leur commerce sur un terrain privé, à l'entrée ou à l'extérieur d'un bâtiment, ou sur un terrain vacant privé, par jour .....	2.00



(Sont exemptés de cette taxe les cultivateurs, les vendeurs de journaux et tous autres vendeurs qui paient déjà à la cité un permis ou une taxe d'affaires pour un genre de commerce).

(Pour définition de "vendeur public", voir le sous-paragraphe (k) du paragraphe 13 du présent article).

35. Voitures à bras à l'usage de marchands de bric-à-brac, par voiture .....	5.00
36. Voitures automobiles ou hippomobiles, y compris les motocyclettes, servant à faire des annonces, pour chaque voiture .....	300.00
37. Voitures de louage pour le transport des voyageurs:	
Pour tout cab ou calèche, à deux roues, à un cheval .....	10.00
Pour tout carrosse à quatre roues, à un cheval .....	10.00
Pour tout carrosse à quatre roues, à deux chevaux .....	15.00
Pour tout omnibus ou diligence, à deux chevaux .....	15.00
38. Voitures tirées par un ou plusieurs chevaux, à l'usage des commerçants ou marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion qui sollicitent la clientèle ou font leurs achats dans les rues ou de porte en porte, y compris le cheval ou les chevaux, par voiture .....	25.00

PERMIS SUBORDONNES A L'APPROBATION DU SERVICE DE SANTE

ARTICLE 6.- Toute personne qui désire tenir les commerces ou établissements, ou exercer les métiers ou professions, ou faire usage des appareils ou véhicules ci-dessous énumérés doit préalablement obtenir une recommandation écrite du directeur du service de santé et payer au directeur des finances de la Cité les montants apparaissant en regard de chacun, savoir:

1. Boulangers .....	10.00
2. Commerçants de poisson en gros .....	100.00
3. Embaumeurs .....	10.00
4. Embouteillage ou fabrication des breuvages non-alcooliques .....	50.00

5. Entrepreneurs de pompes funèbres .....	100.00
6. Etablissements où l'on fume des viandes .....	25.00
(Cette disposition ne s'applique pas aux personnes assujetties au paiement d'un permis pour le commerce de la viande).	
7. Etaux de bouchers en dehors du terrain affecté aux marchés publics .....	50.00
(Ce permis peut être transféré sur paiement au directeur des finances d'un honoraire de \$5.00).	
8. Fumigateurs:	
Maîtres-fumigateurs .....	50.00
Fumigateurs .....	10.00
Compagnons-fumigateurs .....	5.00
(Les maîtres-fumigateurs doivent en outre fournir la garantie requise par l'article 5 du règlement No 1275).	
9. Laitiers .....	10.00
10. Magasins ou entrepôts pour le commerce en gros, à commission ou autrement, de viande fraîche ou de volailles .....	100.00
11. Glace, vente en gros ou en détail, pour chaque voiture ...	15.00
Voitures à bras utilisées pour les mêmes fins, pour chaque voiture .....	1.00
(La vente ou la distribution de glace à domicile ou dans les rues, ruelles ou places publiques de la cité est prohibée entre six heures du soir et cinq heures du matin les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et entre neuf heures du soir le samedi et cinq heures du matin le lundi. Les dispositions du présent alinéa n'affectent pas la livraison de la glace aux compagnies de chemin de fer, aux compagnies de navigation, aux hôpitaux et aux laiteries).	
12. Pâtisseries, manufacturiers de biscuits ou fabricants de pâtes alimentaires, de confiseries, de confitures, de bonbons, d'essences, de condiments, de conserves, de sirop ou de tout autre substance employée dans la préparation des aliments .....	10.00

13. Plombiers:

Maîtres-plombiers .....	10.00
Compagnons-plombiers .....	1.00

14. Remboureurs:

Etablissements où l'on fait une ou plus d'une des opérations suivantes: la fabrication, la réfection, la vente, l'achat ou l'entreposage du matériel de rembourrage ou des matelas ou d'autres articles de literie rembourrés ou des articles d'ameublement rembourrés, tels qu'oreillers, coussins, sofas, fauteuils etc. .... 5.00

15. Tuage des volailles exclusivement (établissements) .....	10.00
Tuage et commerce des volailles (établissements) .....	50.00

PERMIS SUBORDONNES A L'APPROBATION DE L'INSPECTEUR DES BATIMENTS

ARTICLE 7.- Toute personne qui désire tenir les commerces ou établissements, ou exercer les métiers ou professions, ou faire usage des appareils ci-dessous énumérés doit préalablement obtenir une recommandation écrite de l'inspecteur des bâtiments et payer au directeur des finances de la cité les montants apparaissant en regard de chacun, savoir:

1. Enseignes lumineuses ou électriques faisant saillie de plus de six pouces des édifices, au-dessus des rues, allées, trottoirs, ou terrains publics, par pied carré ...	0.25
Enseignes ou panneaux-réclame excédant 100 pieds carrés, sur propriété privée, permis de construction .....	5.00

2. Etablissements divers:

Cours à bois de construction, à foin, à paille, scieries, fonderies, manufactures de meubles, boutiques de forge, de menuiserie ou de réparation de meubles, entrepôts d'automobiles ou ateliers de réparation d'automobiles, ou tout autre établissement offrant du danger pour le feu, magasins, bâtiments ou autres structures dans lesquels des huiles, des vernis, du pétrole, de la benzine ou autres composés très inflammables, des fusées ou autres

pièces de feux d'artifices sont fabriqués ou tenus  
 en vente ou en usage ou emmagasinés, pour chacun desdits  
 magasins, cours ou autres établissements ..... 5.00

(Dans tous les cas où deux ou plusieurs des cours ou  
 autres établissements plus haut mentionnés sont tenus  
 par la même personne, sur le même terrain ou sous un  
 même toit, de même que lorsqu'il y a un moteur assujetti  
 à un permis, dans l'un desdits établissements ou cours,  
 un seul permis de \$5.00 est exigible pour le tout).

3. Etablissements de nettoyage à sec, de teinture à sec où  
 de détachage ou de dégraissage, tels que définis par le  
 règlement No 1267 ..... 50.00

(Cette disposition ne s'applique pas à un établissement  
 de tailleur ni à un établissement ayant moins de trois  
 employés).

4. Marquises au-dessus de la voie publique ..... 5.00  
 Plus, par pied carré du terrain de la cité ainsi couvert 0.20

5. Moteurs pour fins de commerce de plus de 5 chevaux-vapeur  
 (automobiles exceptés). ..... 5.00

PERMIS SUBORDONNE A L'APPROBATION DU DIRECTEUR DU SERVICE D'INCENDIE

ARTICLE 8.- Toute personne qui désire exercer le métier de  
 ramoneur doit préalablement obtenir une recommandation écrite du  
 directeur du service d'incendie et payer au directeur des finances  
 de la Cité la somme de ..... \$ 5.00

PERMIS SUBORDONNES A LA RECOMMANDATION ECRITE DE L'INSPECTEUR  
 DES CHAUDIERES A VAPEUR

ARTICLE 9.- Toute personne qui désire se servir de chaudières  
 à vapeur doit préalablement obtenir une recommandation écrite de  
 l'inspecteur des chaudières à vapeur et payer au directeur des finances  
 de la Cité, pour chaque chaudière:

de 1 à 50 chevaux-vapeur ..... Archives de la Ville de Montréal 5.00  
 de plus de 50 jusqu'à 150 chevaux-vapeur ..... 7.00

de plus de 150 jusqu'à 250 chevaux-vapeur .....	10.00
de plus de 250 jusqu'à 500 chevaux-vapeur .....	15.00
de plus de 500 jusqu'à 1,000 chevaux-vapeur .....	20.00

PERMIS SUBORDONNÉS A LA RECOMMANDATION DU DIRECTEUR DU SERVICE DE LA  
POLICE ET DE L'INSPECTEUR DES BATIMENTS

ARTICLE 10.- Toute personne qui désire tenir les commerces ou établissements, ou exercer les métiers ou professions, ou faire usage des appareils ci-dessous énumérés doit préalablement obtenir une recommandation écrite du directeur du service de la police et de l'inspecteur des bâtiments et payer au directeur des finances de la Cité les montants apparaissant en regard de chacun, savoir:

1. Cafés-concerts, cafés-chantants ou cafés-dansants .....	1,000.00
2. Clubs .....	200.00
3. Commerçants en gros ou en détail de charbon ou de bois ...	25.00

(Cette taxe ne s'applique pas aux cultivateurs vendant ou offrant en vente sur les marchés publics le bois provenant de leur ferme).

4. Jeux:

a) Jeux de quilles, à l'usage du public, ou dans les clubs à l'usage des membres, pour chacun .....	50.00
---	-------

(Jeu de quilles comprend une à trois allées sur lesquelles on joue, mais pourvu que, lorsqu'il y a plus d'une allée, elles soient contigues et qu'une même partie puisse être jouée sur les trois en même temps).

(Pour autres dispositions à ce sujet voir paragraphe 10 ci-dessous).

b) Jeux de billard, de pool ou autres jeux de même nature à l'usage du public, ou dans les clubs à l'usage des membres, pour chaque table .....	25.00
---	-------

(Le permis ci-dessus peut être transféré, sur la recommandation du directeur du service de la police

seulement, et sur paiement au directeur des finances

de la somme de \$5.00 si le nombre de tables ne dépasse pas 2, et de \$10.00 s'il y a plus de 2 tables).

(Pour autres dispositions à ce sujet, voir paragraphe 10 ci-dessous).

5. Salles d'amusements où il est payé un droit d'entrée ou une somme quelconque pour prendre part aux amusements ..... 50.00

6. Salles de concerts ou de représentations théâtrales..... 500.00  
("Salles de représentations théâtrales" s'applique à tout lieu d'amusement ou autre endroit ouvert au public, où l'on donne des représentations dramatiques ou autres spectacles, à l'exclusion des vues animées).

(Toute personne ayant, en vertu du présent règlement, obtenu un permis de salle de représentations théâtrales ou de salle de vues animées doit, tous les jours, fermer cette salle à minuit et la tenir ainsi fermée toute la nuit).

7. Salles de danse ..... 200.00

("Salle de danse" s'applique à tout bâtiment ou autre endroit où le public est admis et où on se livre à la danse, qu'un prix d'entrée soit exigé ou non, et s'applique aussi à toute école de danse, mais non pas à une salle ou un autre endroit occupé par une personne ou club, que ce dernier soit incorporé ou non en vertu des lois de la province, où l'on se livre à la danse occasionnellement, pourvu lo que le public ne soit pas admis à ces danses; 2o que, dans chaque cas, ladite personne ou ledit club ait, huit jours d'avance, donné avis à la Cité, au bureau des privilèges et des permis, de son intention de se livrer à telle danse; 3o que, dans chaque cas aussi, ladite personne ou ledit club ait, au préalable, obtenu un permis de la Cité et ait payé au directeur des finances de ladite Cité la somme de \$10.00).

(Les mots "salle de danse" ne s'applique pas non plus aux cafés-concerts, cafés-chantants ou cafés-dansants, lorsque ces établissements ont déjà obtenu un permis comme tel et paient de ce fait au directeur des finances de la Cité le prix du permis exigé en vertu du présent article).

(Toute personne ayant obtenu un permis de salle de danse, doit tenir cette salle fermée pendant toute la nuit et toute la journée du dimanche jusqu'à dix heures du matin le lundi, et entre minuit et dix heures du matin les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, et il est défendu à toute telle personne d'admettre ou de permettre que soient admis dans son établissement des enfants âgés de moins de seize ans.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le directeur du service de la police peut dans le cas de bals de charité et de célébration de fêtes nationales par des sociétés régulièrement organisées, de réceptions d'un caractère social et dans d'autres cas particuliers, permettre que les heures d'ouverture des salles de danse soient prolongées, pourvu qu'une demande indiquant les raisons pour lesquelles on désire que ces heures soient prolongées, en soit faite, par écrit, par les intéressés audit directeur du service de la police).

- 8. Salles d'exhibitions de vues animées, pour chaque siège capable de contenir une personne ..... 0.85  
(Pour heures de fermeture, voir paragraphe 6 ci-dessus).
- 9. Salles de réunions offertes en location au public pour des amusements d'un caractère social:  
Lorsque le loyer ou la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, ne dépasse pas \$150 ..... 20.00  
Lorsque le loyer ou la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, est de plus de:  
\$150, mais ne dépasse pas \$240.....Archives de la Ville de Montréal 25.00  
\$240, mais ne dépasse pas \$300 ..... 30.00

\$300, mais ne dépasse pas \$400 .....	35.00
\$400, mais ne dépasse pas \$500 .....	40.00
Lorsque le loyer ou la valeur annuelle dépasse \$500 .....	50.00
10. Salles de tir .....	50.00

(Toute personne ou tout club qui obtient un permis pour des tables de billard ou de pool, ou des jeux de quilles ou autres jeux du même genre, ou pour une salle de tir, doit fermer l'établissement où se trouvent ces tables ou ces jeux, de minuit à huit heures du matin, du lundi au samedi inclusivement de chaque semaine, et de minuit à une heure de l'après-midi, le dimanche, et faire en sorte que ni persienne, ni store, ni jalousie, ni volet, ni rideau, ni écran, ni vitre dépolie ou peinturée, ni quoi que ce soit n'empêche, pendant ces heures de fermeture, de voir, de l'extérieur, l'intérieur de cet établissement; et il est défendu d'y jouer ou d'y laisser jouer pendant lesdites heures de fermeture.

Les enfants âgés de moins de 16 ans révolus ne doivent pas être admis dans aucun de ces établissements).

11. Salles servant exclusivement aux réunions de sociétés ou aux assemblées publiques et d'où tout amusement est exclu:

Lorsque le loyer ou la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, ne dépasse pas \$150 .....	10.00
Lorsque le loyer ou la valeur annuelle est de plus de \$150, mais ne dépasse pas \$240 .....	15.00
Lorsque le loyer ou la valeur annuelle dépasse \$240 .....	20.00

PERMIS SUBORDONNES A LA RECOMMANDATION DU DIRECTEUR DU SERVICE DE LA POLICE ET DU DIRECTEUR DU SERVICE DE SANTE

ARTICLE 11.- Toute personne qui désire tenir les commerces ou établissements ou exercer les métiers ou professions ci-dessous énumérés doit préalablement obtenir une recommandation écrite du directeur du service de la police et du directeur du service de santé et payer au directeur des finances de la Cité les montants apparaissant en regard



de chacun, savoir:

1. Bains publics, tels que définis par l'article 1 du règlement No 1252 .....	5.00
2. Boutiques de barbiers, salons de coiffure, salons de perruquiers, salons de manucure ou salons de beauté .....	5.00
3. Débits de tabac, cigares, bonbons ou fruits .....	10.00
4. Etablissements de produits alimentaires, restaurants, hôtels, tavernes, cafés, cafeterias, maisons de pension, clubs, cercles, salles à manger, buffets, comptoirs voitures ou endroits quelconques où des aliments ou des breuvages sont fabriqués, préparés, embouteillés, cuits, emmagasinés, déposés, transportés, gardés, offerts en vente, vendus, livrés, ou donnés, pour être consommés sur place ou ailleurs .....	10.00
5. Hôpitaux privés .....	200.00
("Hôpital privé", comprend toute maison ou bâtiment quelconque, à l'exclusion des hôpitaux publics, où l'on garde des malades moyennant rétribution, sous les soins d'un médecin, d'une garde-malade ou d'une sage-femme).	
6. Maisons de pension pour enfants .....	25.00
7. Masseurs:	
Etablissements où l'on pratique le massage à la main ou à l'électricité ou par tout autre procédé .....	25.00
Masseurs travaillant dans un établissement de massage ou ailleurs .....	5.00
8. Refuges pour abriter temporairement ou en permanence les gens qui prétendent être sans asile, ou dispensaires pour la distribution des médicaments, sauf les directeurs d'hôpitaux publics ou privés .....	1.00

PERMIS SUBORDONNES A LA RECOMMANDATION DU DIRECTEUR DU SERVICE  
DE SANTE ET DE L'INSPECTEUR DES BATIMENTS

ARTICLE 12.- Toute personne qui désire tenir une buanderie publique doit préalablement obtenir une recommandation écrite du <sup>Archives de la Ville de Montréal</sup> directeur du service de santé et de l'inspecteur des bâtiments et payer

au directeur des finances la somme de ..... 50.00

("Buanderie" signifie tout bâtiment ou partie de bâtiment ou local dans lequel le linge est marqué, trié, lavé, séché, empesé ou repassé ou dans lequel se fait l'une quelconque desdites opérations, ou toute autre opération connexe, ou dans lequel le linge est reçu ou duquel il est délivré par rapport aux susdites opérations et toute buanderie privée affectée au service d'un hôtel, d'un restaurant ou d'une institution publique).

(La taxe ci-dessus mentionnée ne s'applique pas dans le cas d'une blanchisseuse qui fait quelque'une des opérations ci-dessus seule ou avec un ou deux membres de sa famille, ni dans le cas d'une communauté religieuse qui fait ce genre de travail).

#### DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 13.- Toute personne qui s'annonce par des enseignes ou par des annonces dans les journaux ou autrement, comme agent, courtier, entremetteur ou comme exerçant une profession, un commerce ou un métier quelconque, doit payer le permis déterminé par le présent règlement de la même façon que si cette personne agissait de fait comme tel agent, courtier, entremetteur ou comme exerçant telle profession, commerce ou métier.

ARTICLE 14.- Nul porteur de permis émis en vertu du présent règlement ne doit se servir d'un autre numéro que celui qui lui a été assigné par la Cité et nulle personne ne doit fabriquer, avoir en sa possession, porter sur soi, ou faire usage de faux numéros ou de copies des numéros confectionnés pour la Cité.

ARTICLE 15.- Il est défendu de faire usage d'un numéro de voiture qui a été enregistré à l'hôtel de ville comme ayant été perdu par son propriétaire ou par un employé de celui-ci ou de l'avoir en sa possession.

ARTICLE 16.- Toute personne qui, en vertu du présent règlement, est tenue d'obtenir un numéro, plaque, certificat ou carte se rapportant à un permis devra, avant que ledit permis ne soit émis, payer au directeur du service des finances de la Cité, la somme de \$0.25.

ARTICLE 17.- Les porteurs de permis émis en vertu du présent règlement sont tenus d'exercer toute la surveillance possible sur les insignes ou autres numéros de permis qui leur sont livrés par la Cité. Dans le cas où l'un ou plusieurs desdits numéros auraient été perdus, ils peuvent obtenir que tels numéros soient remplacés par la Cité en justifiant de leur perte par le serment de l'employé ou de la personne même qui est supposé les avoir perdus, et en payant au directeur des finances de la Cité les sommes suivantes:

Insignes de compagnons-plombiers, médailles de chiens et certificats ou cartes .....	0.50
Autres insignes et numéros de voitures à bras .....	1.00
Numéros de voitures automobiles ou hippomobiles y compris les motocyclettes .....	3.00

ARTICLE 18.- Toute personne munie d'un permis émis en vertu du présent règlement et auquel un numéro-insigne correspondant à celui de son permis a été délivré par le directeur des finances de la Cité, doit durant tout le temps qu'elle fait affaires ou exerce son métier, porter

sur sa personne ledit numéro-insigne, de manière à ce qu'il soit bien en évidence et en tout temps visible au public.

Toute personne munie d'un permis émis en vertu du présent règlement doit avoir sur elle, en sus du numéro-insigne sus-mentionné, durant tout le temps qu'elle fait affaires ou exerce son métier, une carte d'identité, portant le numéro du permis correspondant au numéro-insigne qui lui a été remis par le directeur des finances de la Cité, ainsi que sa photographie et sa signature, ladite carte d'identité devant être émise par le directeur du service de la police et la personne à qui elle a été délivrée devant être tenue de l'exhiber à tout inspecteur de la division des permis et à tout membre du service de la police, lorsqu'elle en est requise.

ARTICLE 19.- Nonobstant toute disposition contraire contenue dans le présent règlement et sauf les autres obligations auxquelles peut, par tel règlement, être soumise toute personne désirant obtenir un permis ou privilège de la Cité, aucun tel permis ou privilège n'est accordé à moins que cette personne n'exhibe aux autorités compétentes une carte d'identité émise par ladite Cité et contenant sa photographie, son nom et prénom, son adresse et les autres renseignements exigés pour l'émission de telle carte.

ARTICLE 20.- Nonobstant toute disposition contraire, le directeur des finances est autorisé à émettre des permis, de quelque nature que ce soit, pourvu que la recommandation écrite des fonctionnaires désignés dans chaque cas ait été donnée au cours d'un exercice précédent.

ARTICLE 21.- Nonobstant toute disposition contraire, tout permis émis par la Cité en vertu des règlements municipaux, sur la recommandation de l'un ou plusieurs des fonctionnaires, désignés dans chaque cas et tombant sous leur juridiction, peut, sur rapport desdits fonctionnaires recommandant la révocation de tel permis, être révoqué par le Comité exécutif en aucun temps avant l'expiration du terme pour lequel il a été émis.

Lorsqu'un permis est révoqué, en vertu des dispositions du présent article, le détenteur de tel permis a le droit de réclamer de la Cité le remboursement de la partie du prix de ce permis correspondant au temps que ledit permis a encore à courir.

ARTICLE 22.- Personne ne doit se représenter faussement comme l'un des constables-inspecteurs des permis de la Cité, ou n'étant pas dûment autorisé, porter l'insigne de tel inspecteur, ou empêcher quelqu'un desdits constables, revêtus de leurs insignes d'inspecteurs, d'entrer dans une maison ou sur une propriété, ou les assaillir dans l'exécution de leurs devoirs.

ARTICLE 23.- Les permis accordés en vertu du présent règlement expirent le premier jour de mai, chaque année, quelle que soit la date de leur émission au cours de l'année; le directeur des finances de la Cité peut néanmoins accorder des permis, à compter du 1er novembre, pour le reste de l'année, moyennant la moitié du prix annuel du permis. Font exception à cette règle les permis de magasins ou d'installations temporaires et ceux portant l'indication "par jour". Tous les permis doivent être signés par le directeur des finances de la Cité.

Les nouvelles taxes et les nouveaux permis imposés, ainsi que les taxes et permis dont les prix ont été modifiés, depuis le 1er mai 1940, ont effet et sont considérés comme étant dus depuis cette date.

ARTICLE 24.- A moins d'indication contraire dans le présent règlement, nul permis n'est transférable ou n'autorise <sup>Archives de la Ville de Montréal</sup> qui que ce soit

à faire des affaires ou à agir en vertu de tel permis si ce n'est la personne ou les personnes y mentionnées.

Cette section ne s'applique pas aux agents ou sollicitateurs de clients pour diligences, convois de chemins de fer, bateaux, maisons de pension ou d'entretien public, dont les permis peuvent être émis au nom de leur patron, mais aux conditions suivantes seulement 1. Que lesdits patrons fassent inscrire au bureau du directeur des finances, le jour du paiement du permis et chaque fois qu'ils changent d'agents, les noms et adresses desdits agents; 2. Que lesdits patrons fournissent à la police, au besoin, les renseignements nécessaires pour indiquer quels sont, chaque jour, les agents en possession des insignes ou numéros de permis livrés par la Cité.

Cette section ne s'applique pas non plus aux commis employés par les encanteurs dont les permis peuvent être émis au nom de leurs patrons, mais à la condition que lesdits patrons fassent inscrire, au bureau du directeur des finances de la Cité, le jour du paiement du permis et chaque fois qu'ils changent de commis, les noms et adresses de ces derniers.

ARTICLE 25.- Tout permis imposé en vertu du présent règlement est payable pour chaque établissement de commerce tenu par la même personne dans deux ou plusieurs bâtiments ou places d'affaires distincts et séparés.

ARTICLE 26.- Pour toute taxe spéciale dont il est question dans le présent règlement, la Cité pourra exiger, lors de la demande du permis (licence), un dépôt pour en garantir le paiement. Dans le cas où le permis serait plus tard refusé, la Cité est autorisée à garder, à même ledit dépôt, la proportion de la taxe correspondant à la période courue.

#### PENALITE

ARTICLE 27.- Quiconque contrevient à quelqu'une des dispositions du présent règlement, lorsqu'il s'agit de salles de concert ou de

représentations théâtrales, de salles de vues animées, de salles de danse, de salles d'amusement quelconques, de cirques, de ménageries, d'exhibitions de tous genres, de patinoires et de musées, est passible d'une amende avec ou sans frais et à défaut du paiement immédiat de ladite amende, ou de ladite amende et des frais selon le cas, d'un emprisonnement, le montant de ladite amende et le terme d'emprisonnement devant être fixés par la Cour du Recorder de la Cité de Montréal, à sa discrétion; mais ladite amende ne doit pas excéder deux cents dollars et l'emprisonnement ne doit pas être pour un terme de plus de soixante jours, ledit emprisonnement, cependant, devant cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par ladite Cour du Recorder, sur paiement de ladite amende, ou de ladite amende et des frais, selon le cas, et si l'infraction se continue, le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité ci-dessus édictées pour chaque jour durant lequel l'infraction se continue.

Quiconque contrevient à quelque'une des autres dispositions du présent règlement est passible d'une amende avec ou sans frais et à défaut du paiement immédiat de ladite amende, ou de ladite amende et des frais, selon le cas, d'un emprisonnement, le montant de ladite amende et le terme de l'emprisonnement devant être fixés par la Cour du Recorder de la Cité de Montréal, à sa discrétion; mais ladite amende ne doit pas excéder quarante dollars et l'emprisonnement ne doit pas être pour une période de plus de soixante jours, ledit emprisonnement, cependant, devant cesser en tout temps avant l'expiration du terme fixé par ladite Cour du Recorder, sur paiement de ladite amende ou de ladite amende et des frais, selon le cas, et si l'infraction se continue, le contrevenant est passible de l'amende et de la pénalité ci-dessus édictées pour chaque jour durant lequel l'infraction se continue.

Néanmoins, l'amende que la Cour du Recorder doit imposer pour toute infraction, après la première, aux règlements des permis, doit, nonobstant toute disposition contenue dans l'un quelconque des règlements de la Cité, être au moins égale au prix du permis mentionné dans la  
Archives de la Ville de Montréal  
plainte déposée en Cour du Recorder, quel que soit le chiffre de l'amende

fixé par le règlement, à moins que le prix de tel permis ne soit payé par le contrevenant en même temps que l'amende imposée.

#### ABROGATIONS

ARTICLE 28.- Sont, par les présentes, abrogés les règlements numéros 182, 236, 267, 313, 329, 354, 362, 363, 367, 371, 399, 402, 404, 422, 432, 451, 456, 485, 508, 530, 548, 557, 591, 621, 643, 681, 688, 690, 713, 729, 744, 753, 765, 776, 777, 810, 819, 823, 852, 889, 894, 911, 922, 932, 957, 998, 1103, 1191, 1240, 1255, 1291, 1318, 1339, 1442, 1452, 1504, 1528, 1555, 1574, 1620, les ordonnances de la Commission municipale de Québec portant le numéro 1625, la section 38 du règlement numéro 270, ainsi que le paragraphe (f) de l'article 19 du règlement numéro 260, mais cette abrogation n'aura pas pour effet d'affecter toute chose ou matière faite ou qui doit être faite en vertu des dispositions ainsi abrogées.

Le règlement ci-dessus a été adopté sans amendement par ordonnance de la Commission municipale de Québec, en date du 11 septembre 1940, en vertu du paragraphe d de l'article 39 de la loi 22 George V, chapitre 56, telle que modifiée.

L'administrateur délégué de la  
Commission municipale de Québec,

*Amour Vaucel*

(Signé le 16 septembre 1940).



# No. 1643

By-law concerning taxes in the form of permits (licenses), and repealing certain by-laws.

(Adopted by the Executive Committee on the 19th July 1940, and, by Ordinance of the Quebec Municipal Commission, on the 11th September 1940).

At a meeting of the Executive Committee of the City of Montreal, held at the City Hall, on the 19th day of July 1940, in the manner and after the observance of the formalities prescribed by law, at which meeting were present: Aldermen Savignac, Chairman, Coupal and Delisle, members of said Committee,

It was ordained and enacted by the said Committee as follows:

## PERMITS IN GENERAL

ARTICLE 1. — Every person wishing to conduct the business or establishments, or carry on the trades or professions, or to make use of the apparatus or vehicles, or to keep the animals, or to procure the articles hereunder enumerated, shall previously pay to the Director of Finance of the City the amounts appearing opposite each, namely:

1. Agents, sub-agents, canvassers or brokers carrying on an insurance business of any kind, but not personally keeping any business office in the City or doing business from door to door ..... \$ 5.00
  2. Stock brokers ..... 100.00
  3. Agents or representatives of any firm, company or corporation doing a brokerage business in the City without having a permanent place of business therein ..... 1,000.00
- (This annual tax, in the case of a company of brokers, shall be levied only on the company).
4. Collection agents ..... 100.00

5. Real estate agents . . . . . 50.00

("Real estate agent" shall include every person, firm, syndicate or corporation, whatever his profession or its occupation may be, who or which sells or offers for sale, exchanges or offers to exchange, manages or leases immovables or real estate properties belonging to others, or collects rents of one or more real estate properties for others, but not an advocate or notary having an advocate's or a notary's office, and who, occasionally, and in the ordinary course of his professional business, sells or purchases immovables for others, or leases the same or makes investments for his clients.

Shall also be held to be a "real estate agent", within the meaning of this by-law, every person who advertises himself as such, either through posters or signs or through advertisements in the papers or in the City directory.)

6. Financial agents . . . . . 100.00

("Financial agent" shall include every person, firm, syndicate or corporation who or which, not being the holder of a stock-broker's permit, in consideration of a commission or any other remuneration, invests or offers to invest sums of money for other persons, sells or offers to sell bonds or debentures for other persons, procures or offers to procure moneys on loans for other persons, or who or which acts as an intermediary for the carrying out of such financial or business operations as are herein mentioned.)

7. Laundry agents:

Persons or corporations, not being employees of public laundries having their principal place of business in the City of Montreal and having duly obtained their permit from the said City and who, for themselves or for others, solicit, receive, transport or deliver, within the said limits, clothes -- washed or intended to be washed, ironed or dry cleaned

50.00

(The above-mentioned tax does not apply in the case of a laundress who performs some of the above-mentioned operations, alone or with one or two members of her family, nor in the case of a religious community which does this kind of work.)

8. Knife- or scissors-grinders, or repairers of umbrellas or other articles, plying their trade from door to door .....	5.00
9. Sawn wood sold on wharves .....	50.00
10. Hand-hose:	
For the washing of windows, sidewalks or the exterior of a building .....	2.50
For the watering of gardens or lawns .....	2.50
For the watering of gardens or lawns, when the hand-hose is connected to a fixed, rotative or other automatic sprinkler .....	7.00

(The use of hand-hose of more than  $\frac{3}{4}$  inch diameter or with an orifice of more than  $\frac{1}{4}$  inch, is prohibited. It shall be optional with the City, acting through the inspector duly appointed for such purpose, to compel all persons owning gardens, lawns, tennis courts, golf-links, etc, of an extensive area, to have water for sprinkling same supplied by meter, and in such case, all hand-hose outlet connections shall be metered or sealed. Moreover, each such person shall pay the sum of \$2.00 for the cost of the installation and removal of each of the meters supplied by the City, in addition to the regular meter tariff rate for water registered on the said meters, which the consumer shall be held to protect from frost and other injury.

The City may install meters for measuring the water for any of the abovementioned purposes, in order to prevent waste, and, in such case, the water shall be charged for at the meter tariff rate in force.)

11. Horses :	
For each spare working or hire horse . . . . .	2.50
For each saddle-horse and for each spare pleasure horse . . . . .	6.00
12. Dogs, for each dog . . . . .	5.00
13. Bootblacks in a store or any other building whatever . . . . .	5.00
14. Horse dealers . . . . .	25.00
15. Hay dealers . . . . .	20.00
16. Dealers in farm produce, farmers, gardeners, market gardeners selling their products to grocers, butchers, fruit and vegetable dealers or provision merchants, at the respective stores or warehouses of the latter . . . . .	25.00
17. Dealers not residing or not having a place of business within the limits of the City, who come therein to carry on a retail trade, the business of moving and transport, or who deliver or cause to be delivered by waggons or vehicles, goods so sold in the City . . . . .	200.00
(This tax shall be collectible only from persons from a municipality which has passed or passes a by-law to impose a tax of this kind upon persons of the City of Montreal.)	
18. Carrying on business in a private house in the City by means of advertisements in the newspapers or of any other kind of advertising . . . . .	200.00
(This tax shall not however apply to any person who constantly keeps at his door a sign bearing his name and the words "dealer in" followed by the indication of the business carried on by him, the said sign to be made of wood or metal, to be permanently fixed to the exterior wall of the house and to measure not less than two (2) feet in length by one foot six inches (1'6") in width, the letters of the inscription to be not less than two inches (2") in height.)	

19. Bankrupt stocks exclusively sold by retail .....	50.00
20. Temporary shops or temporary occupation of any other premises to sell or offer for sale therein, by retail, on samples or otherwise, any articles or goods whatsoever:	
For a period of 30 days or less .....	500.00
For each day over and above such period .....	10.00
21. Motors, for business purposes, of 5 horse-power or less, (automobiles excepted) .....	2.00
22. House numbers, for each number .....	0.30
23. Skating rinks .....	50.00
24. Pumps used for the sale of gasoline:	
For each pump installed inside of or immediately outside of a garage .....	10.00
For each pump installed in a gasoline supply station .....	50.00
For each pump connected to a lamp-post, such as defined by By-law No. 1310 .....	75.00
(Should more than one feed-pipe be connected to a single pump thereby allowing gasoline of different grades to be dispensed, the cost of the license shall be based on the number of feed-pipes instead of on the number of pumps.)	
25. Money lenders .....	200.00
Money-lenders on the security of movable goods or wages and charging more than ten per cent per annum of the sum loaned, in each case, for interest and all other costs, charges or commission in connection with such loan .....	1,000.00
26. Motor vehicles, the weight whereof, added to that indicated by its capacity, forms a total weight which exceeds the limits established by the Motor Vehicle Act of the Province of Quebec and the regulations passed thereunder, to travel on a public highway, outside of cities and towns:	

- a) For every truck with two axles only, one of which is a driving axle, and with single wheels:
- (a) if it is wholly or partly equipped with solid or non-pneumatic tires :
- |  |        |
|--|--------|
| Of a weight over 12,800 lbs. to 14,000 lbs | 150.00 |
| From 14,001 lbs. to 16,000 lbs             | 175.00 |
| From 16,001 lbs. to 18,000 lbs.            | 200.00 |
| From 18,001 lbs. to 20,000 lbs.            | 225.00 |
| Over 20,000 lbs.                           | 250.00 |
- (b) if it is entirely equipped with pneumatic tires:
- |   |        |
|---|--------|
| Of a weight over 16,000 lbs. to 18,000 lbs. | 125.00 |
| From 18,001 lbs. to 20,000 lbs.             | 150.00 |
| Over 20,000 lbs.                            | 175.00 |
- b) For every truck with two axles, the front axle with single wheels and the rear axle with twin wheels; or with three axles, two of them being driving axles in the rear with single wheels; or with two single driving axles, front and rear, with single wheels; or with two single driving axles, the front axle with single wheels and the rear axle with twin wheels :
- (a) if it is wholly or partly equipped with solid or non-pneumatic tires :
- |   |        |
|---|--------|
| Of a weight over 16,000 lbs. to 18,000 lbs. | 220.00 |
| From 18,001 lbs. to 20,000 lbs.             | 225.00 |
| Over 20,000 lbs.                            | 250.00 |
- (b) if it is entirely equipped with pneumatic tires :
- |                              |        |
|------------------------------|--------|
| Of a weight over 20,000 lbs. | 175.00 |
|------------------------------|--------|
- c) For every truck with three axles, two of which are twin driving axles at the rear with twin wheels :
- (a) if it wholly or partly equipped with solid or non-pneumatic tires :

Of a weight over 19,200 lbs. to 20,000 lbs.	225.00
Over 20,000 lbs. ....	250.00

(b) if it is entirely equipped with pneumatic tires :

Of a weight over 24,000 lbs. ....	175.00
-----------------------------------	--------

(These provisions do not apply to motor vehicles the registration of which is done gratuitously under the authority of the Act above mentioned, and the said permit shall be imposed on the motor vehicle only in cases where the principal establishment, the rolling stock whereof such motor vehicles form part, is located within the limits of the City of Montreal.

The superintendent of the permits division is authorized to affix to heavy motor vehicles subject to a permit, a plate showing that the fee exigible in connection with such permit has been paid, which plate shall be placed on the front of the motor vehicle, above the provincial license plate.)

(It shall be lawful for any police officer or constable to cause to be weighed, at a public weigh-house, if he deem it necessary, any motor vehicle carrying a heavy load and driven on the streets or other public thoroughfares of the City, in order to ascertain whether the provisions of this by-law are being complied with.)

27. Hand-carts, for commercial purposes, for each cart .....	5.00
--	------

28. Cartage vehicles :

(Including all vehicles used for carrying materials, parcels, goods, provisions or articles of any kind whatsoever, including hearses, with the exception of vehicles liable to a different permit fee, imposed in virtue of this or any other by-law).

For every two-wheeled vehicle, one horse	8.00
For every 4-wheeled vehicle, one horse	12.00
For every 4-wheeled vehicle, two horses	15.00
(The above rates cover the vehicle and horses).	
29. Pleasure and touring vehicles :	
(a) For every 4-wheeled carriage or other vehicle drawn by two horses	27.00
(b) For every carriage drawn by one horse	16.00
(c) For every buggy or other 4-wheeled vehicle and for every 2-wheeled vehicle drawn by one horse	12.00
(d) For every vehicle kept for hire by livery-stable keepers	12.00
(The above rates cover both the horse and vehicle, but in cases where such vehicle is hired with a driver the permit to be paid shall be that of a hackney-coach or cab).	
(The aforesaid permit shall cover both summer and winter vehicles of a corresponding description; but in all cases where winter or summer vehicles only are kept, the permit thereon shall be payable as if both summer and winter vehicles were kept. In the case however of a person having only one horse and having already paid a permit for the vehicle used for his business, the above license shall not be exigible, provided that the said pleasure vehicle be kept in the yard or dependencies of the domicile or place of business of the said person).	
30. Vehicles used for bringing building stone, rough or cut, into the City from a municipality situated outside a radius of two miles from the limits of the City, for each vehicle	25.00
31. Vehicles used for any purpose whatsoever and not already taxed under this by-law, for each vehicle	12.00
32. Vehicles drawn by three or more horses, for each such vehicle not already taxed under this by-law	30.00



### TAXES OF A SPECIAL NATURE

#### *Building materials*

ARTICLE 2. — A special tax is imposed for the use of water in the preparation of building materials, payable in advance, as follows :

For every 1,000 bricks used .....	0.06
For every cubic yard of masonry, concrete or terra cotta masonry .....	0.03
For every 1,000 yards of plastering .....	3.00

It is forbidden to place on the sidewalks or on any permanently paved street building materials, tar, lime, stone, bricks or other materials liable to deteriorate the pavement or sidewalk, without previously obtaining the permission of the City Surveyor. Such permission shall be for the time determined in the permit, and the person obtaining such authorization shall pay a sum of five cents (\$0.05) per foot of frontage per day.

#### *Fire insurance companies*

ARTICLE 3. — A special tax is imposed and shall be levied on every fire insurance company doing business and taking risks in the City, and on any group or syndicate carrying on business on the plan known as Lloyds or other insurance of the same kind who take risks, directly or through agents, against fire, on property situated in the said City, at the rate of one per cent on the premiums collected by such company, provided, however, that the minimum amount of said tax, in each case, be two hundred dollars (\$200.00).

(a) The said tax shall be payable annually on the first day of May, and every such company shall be bound to furnish to the Director of Finance of the City on or before the first of March, each year, a sworn statement of the premiums paid collected by such company in the City of Montreal, during the year ending on the 31st December previous.

(b) A special tax of one hundred dollars (\$100.00) is imposed and shall be levied on every mutual fire insurance company taking risks on property situated within the City limits, as well as on every other association or person insuring property situated within the City limits against

loss or damage by fire except the companies or other associations or persons subject to the payment of the tax mentioned in paragraph (a) of this article.

- (c) When any fire insurance company combines other branches of insurance, such as marine insurance, life insurance, insurance against accidents and sickness, health insurance, cattle insurance, plateglass and boiler insurance, insurance against burglary, insurance in connection with automobiles, guarantee insurance, and employers' liability insurance, an additional special tax of two hundred dollars (\$200.00) shall be levied on such company, instead of the tax provided for hereinabove.

*Similar establishments*

ARTICLE 4. — A special tax is imposed upon persons operating more than one similar establishment, the rate of this tax to be based on the business tax which would be levied upon the same person operating only one establishment. This tax is payable for each establishment as follows :

- (a) In the case of persons whose principal place of business is in the municipality, this tax is one-half of the business tax; this tax shall not however exceed the sum of one hundred dollars (\$100.00) per year for each establishment;
- (b) In the case of persons whose principal place of business is not in the municipality, this tax is equal to the business tax; this tax shall not, however, exceed the sum of two hundred dollars (\$200.00) per year for each establishment.

**PERMITS SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE DIRECTOR OF THE POLICE DEPARTMENT**

ARTICLE 5. — Every person wishing to conduct the business or establishments, or to carry on the trades or professions, or to make use of the apparatus or vehicles hereunder enumerated, shall previously obtain a written recommendation from the Director of the Police Department and shall pay to the Director of Finance of the City the amounts appearing opposite each, namely :

- |                                  |       |
|----------------------------------|-------|
| 1. Bill-posters .....            | 25.00 |
| 2. Bill-posters' employees ..... | 20.00 |
- Archives de la Ville de Montré

3. Detective agencies .....	\$200.00
4. Agents or solicitors for stages, railway trains, vessels, boarding houses and places of public entertainment .....	10.00
5. Autobuses, each .....	50.00
(The word "autobus" for the purposes of this by-law, means a motor vehicle used for the transportation of the public and which can accomodate more than seven (7) persons).	
6. Automobiles for hire and taxi-cabs, each .....	15.00
7. Public or private weigh-scales operated for a monetary consideration, each .....	20.00
8. Bicycles not already provided with a permit, excepting those belonging to children under ten years of age, each .....	1.00
(The above mentioned permit number shall be affixed in a conspicuous manner to the bicycle).	
9. Merry-go-rounds :	
During the whole of the year .....	50.00
During three months or less .....	20.00
10. Drivers (or chauffeurs) of automobiles for hire, taxicabs or autobuses .....	1.00
(This permit must show the name of the employer of the chauffeur or driver of the automobile for hire, taxicab or autobus, to whom it is granted, and the said chauffeur or driver shall, whenever he enters the service of a new employer, immediately notify the Director of the Police Department of the fact, whereupon the latter shall make the necessary change on the permit, and, in the event of the said chauffeur or driver failing to comply with the provisions of this article, he is liable to the penalty provided in this by-law).	
11. Bootblacks plying their trade in the streets or public places .....	1.00
12. Circuses, menageries or travelling exhibitions or shows, per day .....	1,000.00

	Circuses, menageries, travelling exhibitions or shows, or other similar organizations, holding parades in the streets, when the said circuses, travelling exhibitions or shows, menageries or other similar organizations are established outside of the City limits, per day .....	1,000.00
13.	(a) Peddlers, itinerant traders, hucksters, hawkers, public vendors selling only minor articles, such as small pamphlets, small pictures, pencils, shoe-laces, letter paper and envelopes, metal polish .....	10.00
	(b) Peddlers, itinerant traders, public vendors selling only ribbons, badges, toy balloons or souvenirs, on the occasion of feasts or celebrations, per day .....	5.00
	(c) All other peddlers, itinerant traders, hucksters, hawkers, public vendors .....	100.00
	(d) Peddlers carrying on their business by means of a horse-drawn or motor vehicle, including motorcycles, for each such vehicle .....	100.00
	(Bakers distributing bread or bread and cakes, ice merchants distributing ice only to their customers, persons delivering their goods by means of a vehicle to places of business to resell same, and milkmen distributing only milk, cream or other dairy produce or eggs, are exempt from such tax).	
	(e) Peddlers carrying on the trade in fruits or vegetables by means of a horse-drawn or motor vehicle, including motor-cycles, for each such vehicle .....	50.00
	(f) Every peddler's employee selling in a waggon with his employer, or selling with his employer's permit and waggon .....	10.00
	(g) Every peddler and every peddler's employee, every solicitor and every solicitor's employee in haberdashery, in dry goods or in shoes .....	100.00

(This provision does not apply to persons doing business with merchants, traders or manufacturers only, in the usual course of their business).

(h) Solicitors or canvassers ..... 100.00

(i) Every solicitor's or canvasser's employee 10.00

(j) No itinerant vendor with a horse-drawn vehicle or motor vehicle shall solicit clients or sell his products on a main thoroughfare or boulevard.

(k) Peddler, huckster, itinerant trader, hawker or public vendor apply to every person having in his possession, for sale, any goods, provisions or other articles whatsoever, and selling or offering them for sale, in the streets or public places of the City, or in private houses. These terms shall also apply to every person delivering, in the streets or public places of the said City, or in private houses, goods, provisions or any other articles whatsoever which were not specially sold in advance, in a store or other place of business and which are not clearly consigned and addressed to the persons having purchased them; or delivering them in quantities other than those stipulated at the sale so effected in advance; but they do not apply to bakers, milkmen and ice merchants when only supplying their customers, nor to newspaper vendors.

Nor do these terms apply to persons employed by a temperance society, or a benevolent society, or a religious society of this province, to peddle and sell temperance tracts or other moral and religious publications, under the direction of such a society.

(l) Canvasser applies to every person canvassing, in private houses, for orders for the sale of goods, provisions or any other

ticle whatsoever, but not to the head or the regular and salaried employee of a business firm who, occasionally and in the customary ordinary course of business, goes into a private house to take an order, at the previous request of a customer, nor to commercial travellers.

- (m) No person may do business as peddler, huckster, hawker, itinerant trader or public vendor without having previously obtained from the City a numbered badge corresponding to that of his permit, and in the case of peddlers with horse-drawn or motor vehicles, including motorcycles, without having, in addition, obtained from the said City a special peddler's number measuring ten inches (10") in length by six inches (6") in width. Such special number shall be firmly attached to on the right side of the vehicle so as to be constantly visible.

A peddler with horse-drawn or motor vehicle and motor-cycle shall be given but one badge-number even if he has two or more vehicles in use.

- (n) It shall be unlawful for any person holding a peddler's permit to sell his goods or produce in any other measures than those verified by the Federal Government.
- (o) No permit to do business as a peddler or as a peddler's employee may be granted to a person under sixteen (16) years of age.
- (p) It shall be unlawful for peddlers to carry on their trade in the streets or public places of the City, or from door to door, after seven o'clock in the evening.
- (q) The number of persons selling with a peddler's vehicle shall in no case exceed three.

14. Dealers in dogs . . .

25.00

15. Constables who are not in the exclusive service of the City, of the Government or of railway or navigation companies .....	5.00
16. Slot-machines used exclusively for the sale of any merchandise whatsoever, the commercial value whereof is well known .....	2.00
Any other slot-machine whatsoever .....	10.00

(Automatic distributors or vendors (slot-machines) allowed by the laws of the country are prohibited within the City limits unless the persons having such automatic distributors as owner or lessee or in any other capacity whatsoever, have previously obtained a permit from the City for each automatic distributor. Every such automatic distributor (slot machine) must carry a plate furnished by the City, showing the year of such permit).

(The words "automatic distributor (slot machine)" shall mean any apparatus, table, board, rack or device placed at the disposal of the public and operated by the introduction of coins or counters, or any device, etc., as above described, the operation whereof is governed in any way by the skill or exercise of judgment of the person operating the same; but such term does not include automatic scales, nor telephone apparatus, nor the apparatus used for supplying gas or for electrical refrigeration, nor those the use or keeping whereof is prohibited by law because they constitute gambling devices or for any other reason).

17. Distributors (individuals) distributing circulars, samples or other articles to private dwellings.....	10.00
18. Hackman's employees .....	2.50
19. Auctioneers :	
(a) For the sale, by auction, of goods coming from private individuals or merchants residing in the City .....	200.00

(b) Each clerk employed by them to sell such goods for them .....	40.00
(c) For the sale, by auction, of goods shipped for such purpose from a point outside of the City, with the exception of skins of fur or hair of animals .....	400.00
(d) Each clerk employed by them to sell such goods for them .....	240.00
(e) For sales by auction other than those excepted by section 68 of Chapter 25 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, and those effected at the place of business of the auctioneers :	
For the first day .....	20.00
For each additional day .....	10.00

(The said sums of twenty dollars (\$20.00) and ten dollars (\$10.00) as the case may be, shall be paid in addition to the regular permit fee as above imposed on auctioneers and their clerks, the auction sales thus effected outside of the place of business not to be for a longer period than fifteen (15) days).

- (f) The word "auctioneer" includes not only the person who sells by auction to the highest bidder, but also the person who puts up an article for sale by auction at a price fixed by him and who reduces such price until some one accepts it.
20. Exhibitions of animals or curiosities, with the exception of circuses, menageries or other similar organizations, per day .....
21. Exhibitions by means of magic lanterns, electric lamps or other apparatus, of illuminated advertisements or pictures used for advertising articles not included in the usual trade of the concern on whose premises the sign is placed, per day .....



- |     |   |        |
|-----|---|--------|
| 22. | Exhibitions, carnivals or shows of any kind whatsoever, on grounds open to the public, with the exception of circuses, menageries or other similar organizations, whether an entrance fee is charged or not, for each game, refreshment or candy booth or riding device, in the same exhibition, show or carnival, whether operated by the owner himself or by a lessee, per day..... | 20.00  |
| 23. | Guides .....  | 1.00   |
| 24. | Hypnotizers, magnetizers, sleight of hand artists, palmists, phrenologists or other persons of a similar occupation .....   | 10.00  |
| 25. | Junk or second-hand dealers .....   | 200.00 |

(“Junk or second-hand dealer” applies to every person who keeps a store or warehouse or occupies a yard or any premises whatsoever, in the City of Montreal, for the purchase, sale or exchange, wholesale or retail, of old metal, second-hand movables, including all that forms part of the furnishing of a dwelling-house or of an office or shop fixtures, old bottles, rags, or other cast-off articles, second-hand articles, wares, goods or merchandise of any kind whatsoever, including used automobiles, motor-cycles and bicycles, second-hand automobile, motor-cycle and bicycle accessories, second-hand tires, old statuettes or curios).

(Every merchant who buys gold or any other precious metal, precious stones or jewelry of any kind whatsoever, if such purchase be effected from a merchant dealing in such articles, is deemed to be second-hand dealer or a junk dealer and shall be subject to the provisions of this paragraph. Jewellers, however, are not obliged to pay the special tax or permit imposed on second-hand dealers).

(The words “junk or second-hand dealers” do not apply to dealers in motor vehicles as defined and licensed as such under Chapter 35 of the Québec

Revised Statutes, 1925, who carry on the trade in new automobiles and who, occasionally, or in the ordinary course of their said business, sell or buy used automobiles).

26.	Itinerant musicians or players of mechanical pianos or of any other instrument .....	50.00
27.	Persons exhibiting themselves to the public to advertise proprietary medicines or other goods or for any other object, per day .....	5.00
28.	Persons canvassing or taking orders for the making of photographic pictures, or, practising the art of photography for gain, in any place other than a place of business entered on the valuation roll, provided that, in the latter case, this provision does not apply to the persons whose names appear on such roll or to their employees .....	100.00
29.	Posters, designs or inscriptions (Inspection of) :	
	From 1 to 6 sheets .....	0.03
	6 sheets or more .....	0.05
30.	Sign — or advertising board carriers .....	5.00
31.	Pawnbrokers .....	200.00
32.	Temporary restaurants in a house or on other premises in the vicinity of the grounds where a circus or other similar organization is giving one or more performances, or occupying space on the grounds of such circus or organization .....	20.00
33.	Common carriers for the conveyance of goods, building materials, parcels or other articles whatsoever with a motor vehicle, for each vehicle .....	15.00
	("Common carrier" applies to any person conveying goods or other objects for the public, either by contract or by the job, but shall not apply to the merchant or industrialist who, with his motor vehicle, conveys his own goods).	

34. Public vendors plying their trade on a private lot, at the entrance to or outside of a building, or on a private vacant lot, per day .....	2.00
(Farmers, newspaper vendors and any other public vendor who already pays the City a permit or business tax for one kind of business are exempt from this tax).	
(For the definition of "Public vendor" see subparagraph (k) of paragraph 13 of this article).	
35. Hand-carts used by junk dealers, each vehicle .....	5.00
36. Motor vehicles or horse-drawn vehicles, including motorcycles, used for advertising purposes, for each vehicle .....	300.00
37. Vehicles for hire for the conveyance of passengers :	
For a two-wheeled cab or caleche, one horse .....	10.00
For a two-wheeled carriage, one horse .....	10.00
For a four-wheeled carriage, two horses .....	15.00
For an omnibus or stage-coach, two horses .....	15.00
38. Vehicles drawn by one or more horses, used by junk or second-hand dealers or traders who solicit customers or make their purchases in the streets or from door to door, including the horse or horses, for each vehicle .....	25.00

**PERMITS SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE DIRECTOR OF THE DEPARTMENT OF HEALTH**

ARTICLE 6. — Every person wishing to conduct the business or establishments, or carry on the trades or professions, or to make use of the apparatus or vehicles hereunder enumerated shall previously obtain a written recommendation from the Director of the Department of Health and pay to the Director of Finance of the City the amounts appearing opposite each, namely :

1. Bakers .....	10.00
-----------------	-------

2. Wholesale fish dealers .....	100.00
3. Embalmers .....	10.00
4. Bottlers and manufacturers of non-alcoholic beverages .....	50.00
5. Undertakers .....	100.00
6. Establishments where meats are smoked.....	25.00
(This provision does not apply to persons subject to the payment of a permit for dealing in meat).	
7. Butchers' stalls, outside of the grounds set apart for public markets .....	50.00
(This permit may be transferred upon payment of a fee of \$5.00 to the Director of Finance of the City).	
8. Fumigators :	
Master fumigators .....	50.00
Fumigators .....	10.00
Journeyman-fumigators .....	5.00
(Master-fumigators must moreover furnish the guarantee required by Article 5 of By-law No. 1275).	
9. Milkmen .....	10.00
10. Stores or warehouses for the wholesale trade, on commission or otherwise, of fresh meat or of poultry .....	100.00
11. Ice, sale of, wholesale or retail, for each vehicle..	15.00
For each hand-cart used for the same purpose .....	1.00
(The sale or delivery of ice at houses or in the streets, lanes or public places of the City is prohibited between six o'clock in the evening and five o'clock in the morning on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, and between nine o'clock in the evening on Saturdays and five o'clock in the morning on Mondays. These provisions do not affect deliveries of ice to	

railway companies, navigation companies, hospitals and dairies).	
12. Pastry-cooks, biscuit manufacturers, manufacturers of alimentary paste, confectionery, preserves, candies, essential oils, condiments, canned goods, syrup or any other substance used in the preparation of foodstuffs .....	10.00
13. Plumbers :	
Master plumbers .....	10.00
Journeymen plumbers .....	1.00
14. Upholsterers :	
Establishments where one or more of the following operations is or are carried on : the manufacture, re-making, sale, purchase or storage of filling materials or of mattresses or other stuffed articles of bedding or of upholstered articles of furniture, such as pillows, cushions, sofas, chairs, etc. ....	5.00
15. Establishments where poultry is slaughtered exclusively .....	10.00
Establishments where poultry is slaughtered and sold .....	50.00

PERMITS SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE BUILDING INSPECTOR

ARTICLE 7. — Every person wishing to conduct the business or establishments, or carry on the trades or professions, or to make use of the apparatus hereunder enumerated must previously obtain a written recommendation from the Building Inspector and pay to the Director of Finance of the City the amounts appearing opposite each, namely :

1. Illuminated or electric signs projecting more than six inches (6") from buildings over the streets, alleys, sidewalks or public grounds, per square foot .....	0.25
---	------

Signs or bill-boards exceeding 100 square feet, on private property, construction permit 5.00

- 2. Various establishments:  
Lumber, hay or straw yards, sawmills, foundries, furniture factories, blacksmith shops, joiners' shops, or shops for the repairing of furniture, automobile storage stations, automobile repair shops, or any other establishments dangerous for fire, stores, buildings or any structures in which oils, varnishes, petroleum, benzine or other very inflammable products, sky rockets, or other fireworks are manufactured, or kept for sale or for use or stored, for each such store, yard or other establishment ..... 5.00  
  
(Whenever two or more such yards or other establishments as above mentioned are kept by the same person, on the same premises or under the same roof, and also whenever there is a motor subject to a permit in one of the said establishments or yards, a single permit of \$5.00 is exigible for the whole).
- 3. Dry-cleaning, dry-dyeing and stain or grease removing establishments, as defined by By-law No. 1267 ..... 50.00  
  
(This license does not apply to a tailor's establishment nor to any establishment having less than three employees).
- 4. Canopies over the public thoroughfare ..... 5.00  
Plus per square foot of the City's land thus covered ..... 0.20
- 5. Motors, for commercial purposes, of more than five horsepower (automobiles excepted) ..... 5.00

PERMIT SUBJECT TO THE APPROVAL OF THE DIRECTOR OF THE FIRE DEPARTMENT

ARTICLE 8. — Every person wishing to carry on the trade of chimney-sweep must previously obtain a written recommendation from the Director of the Fire Department and pay to the Director of Finance of the City, the sum of

Archives de la Ville de Montréal 5.00

**PERMITS SUBJECT TO THE WRITTEN RECOMMENDATION OF THE BOILER INSPECTOR**

ARTICLE 9. — Every person wishing to use steam boilers must previously obtain a written recommendation from the Boiler Inspector and pay to the Director of Finance of the City, for each boiler :

From	1	to	50 horse-power	.....	5.00
More than	50 up to	150	"	.....	7.00
"	150	"	250	"	10.00
"	250	"	500	"	15.00
"	500	"	1,000	"	20.00

**PERMITS SUBJECT TO THE RECOMMENDATION OF THE DIRECTOR OF THE POLICE DEPARTMENT AND OF THE BUILDING INSPECTOR**

ARTICLE 10. — Every person wishing to conduct the business or establishments, or carry on the trades or professions, or to make use of the apparatus hereunder enumerated, must previously obtain a written recommendation from the Director of the Police Department and of the Building Inspector and pay to the Director of Finance of the City the amounts appearing opposite each, namely :

1. Concert-café, singing café or dancing-café..... 1,000.00
2. Clubs ..... 200.00
3. Dealers, wholesale or retail, in coal or wood ..... 25.00

(This tax does not apply to farmers selling or offering for sale on public markets the wood from their farm).

4. Games :

- (a) Bowling alleys for public use or in clubs for members' use, for each ..... 50.00

(Bowling-alleys include from one to three alleys on which the game is played, but provided that, when there is more than one alley, they be contiguous to one another and that

the same game can be played on them at the same time).

(For other provisions dealing with this matter see paragraph 10 hereunder).

- (b) Billiard or pool tables or other tables for similar games, for public use or in clubs, for members' use, for each table ..... 25.00

(The above permit may be transferred, on the recommendation of the Director of the Police Department, only, and upon payment to the Director of Finance of the City of the sum of \$5.00 if the number of tables does not exceed two and of \$10.00 if there are more than two tables).

(For other provisions dealing with this matter see paragraph 10 hereunder).

5. Amusement halls where an entrance fee is paid or where any sum whatsoever is charged for the right to take part in the amusements ..... 50.00
6. Concert halls or halls for theatrical amusements ..... 500.00

("Hall for theatrical performances" shall apply to any place of amusement or other place open to the public where dramatic representations or other performances are given exclusive of moving pictures).

(Every person to whom a permit has been issued for a hall for theatrical performances or for a hall for the exhibition of moving pictures shall close such hall daily at midnight and keep the same closed during the whole night).

7. Dance halls ..... 200.00

("Dance hall" applies to any building or other place where the public is admitted and where dancing is indulged in, whether an entrance fee is charged or not, and shall apply also to any



dancing school, but not to any hall or other place occupied by a person or club, whether the latter be incorporated or not under the laws of the Province, where dancing is indulged in occasionally provided: 1. that the public be not admitted to such dances; 2. that, in each case, the said person or club gives notice eight days beforehand, to the City, at the office of the Privilege and License Department, of his or its intention to indulge in such dancing; 3. that, also, in each case, the said person or club previously obtain a permit from the City and pay to the Director of Finance of the said City the sum of ten dollars (\$10.00).

(The words "dance hall" shall not apply either to concert-café, singing-café or dancing-café when such establishments have already obtained a license as such and have therefore paid to the Director of Finance of the City the price of the permit required under this article.)

(Every person who has obtained a permit for a dance-hall shall keep such hall closed, during the whole night and the whole day of Sunday till 10 o'clock A.M. on Monday, and between midnight and ten o'clock a.m. on Tuesdays, Wednesdays, Thursdays, Fridays and Saturdays, and it shall be unlawful for any such person to admit or allow to be admitted into his establishment children under sixteen years of age.

Notwithstanding the above provisions the Director of the Police Department may, in the case of charity balls and of celebrations of national feasts by regularly organized societies, or receptions of a social character and in other special cases allow the hours during which dance-halls may remain open to be extended provided that an application to that effect setting forth the reasons why it is desired that such hours be extended be made in writing by the interested parties to the said Director of the Police Department.)

8. Moving picture exhibiting halls, for each seat for one person ..... 0.85  
 (For hours of closing see paragraph 6 here-above).
9. Halls offered for lease to the public for social amusements:
- When the rent or annual value, according to the valuation roll, does not exceed \$150 ..... 20.00
- When the rent or annual value, according to the valuation is more than
- |   |       |
|---|-------|
| \$150 but does not exceed \$240 .....           | 25.00 |
| 240 " " " " 300 .....                           | 30.00 |
| 300 " " " " 400 .....                           | 35.00 |
| 400 " " " " 500 .....                           | 40.00 |
| When the rent or annual value exceeds 500 ..... | 50.00 |
10. Shooting galleries ..... 50.00  
 (Every person or club obtaining a permit for billiard or pool tables or for bowling-alleys or other similar games or for a shooting-gallery shall close the establishment where such tables or games are kept from midnight to eight o'clock in the forenoon from Monday to Saturday, inclusively, in each week, on Sunday, from midnight to one o'clock in the afternoon, and shall see that no spring-blind, roller-blind, venetian blind, shutter, curtain, screen, frosted or painted window-glass or anything whatsoever prevents, during the aforesaid closing hours, the inside of such establishments from being visible from the outside; and it is forbidden to play or to allow to be played therein any game during said closing hours.  
 Children under the full age of sixteen year not be admitted to any such establishments.)
11. Halls used exclusively for meetings of societies or public meetings and from which all amusements are excluded:
- When the rent or annual value, according to the valuation roll, does not exceed \$150 ..... 10.00

When the rent or annual value, is more than \$150 but does not exceed \$240 .....	15.00
When the rent or annual value exceeds \$240 .....	20.00

**PERMITS SUBJECT TO THE RECOMMENDATION OF  
THE DIRECTOR OF THE POLICE DEPARTMENT AND  
OF THE DIRECTOR OF THE DEPARTMENT OF HEALTH**

ARTICLE 11. — Every person wishing to conduct the business or establishments, or carry on the trades or professions hereunder enumerated shall previously obtain a written recommendation from the Director of the Police Department and from the Director of the Department of Health, and pay the Director of Finance of the City the amounts appearing opposite each, namely :

- |   |        |
|---|--------|
| 1. Public baths, as defined by Article 1 of By-law<br>No. 1252 .....  | 5.00   |
| 2. Barber shops, hair-dressing parlors, tonsorial<br>establishments, manicuring parlors, or beauty<br>parlors .....   | 5.00   |
| 3. Retail stores or shops for the sale of tobacco,<br>cigars, fruit or candies .....  | 10.00  |
| 4. Food establishments, restaurants, taverns, hotels,<br>cafés, cafeterias, boarding-houses, clubs, "cer-<br>cles", dining-rooms, buffets, counters, vehicles or<br>places of any kind whatsoever where foods or<br>beverages are manufactured, prepared, bottled,<br>cooked, stored, deposited, transported, kept, of-<br>fered for sale, sold, delivered, or given away,<br>to be consumed on the premises or elsewhere ..... | 10.00  |
| 5. Private hospitals .....  | 200.00 |
| ("Private hospital" include every house or<br>building whatsoever excepting public hospitals,<br>in which sick persons are kept, for payment,<br>under the care of a physician, a nurse or a mid-<br>wife.)   |        |
| 6. Boarding houses for children .....   | 25.00  |

## 7. Masseurs :

Establishments where massage is practiced by hand or by electricity or any other process ..... 25.00

Masseurs working in a massage establishment or elsewhere ..... 5.00

8. Refuges for the temporary or permanent sheltering of people claiming to be homeless, or any dispensary for the distribution of drugs, save the directors of public or private hospitals ..... 1.00

**PERMIT SUBJECT TO THE RECOMMENDATION OF  
THE DIRECTORS OF THE DEPARTMENT OF HEALTH  
AND OF THE BUILDING INSPECTOR**

ARTICLE 12. — Every person wishing to maintain a public laundry must previously obtain a written recommendation from the Director of the Department of Health and of the Building Inspector and pay to the Director of Finance of the City the sum of ..... 50.00

("Laundry" means any building or part of a building or premises in which clothes are marked, sorted, washed, dried, starched or ironed, or in which one of the said operators or any other allied operation is carried out, or in which clothes are received or from which they are delivered in connection with the above operations and every private laundry for a hotel, restaurant or public institution.)

(This tax does not apply in the case of a laundress who performs some of the above mentioned operations, alone or with one or two members of her family, nor in the case of a religious community which does this kind of work).

**GENERAL PROVISIONS**

ARTICLE 13. — Every person advertising himself by signs or by advertisements in the newspapers or otherwise as an agent, broker, intermediate agent, or as exercising a profession, business or trade whatsoever, shall pay the permit

fixed by this by-law in the same manner as if such person actually acted as such agent, broker, intermediate agent or as exercising such profession, business or trade.

ARTICLE 14. — No holder of a permit issued under this by-law must use any number other than that assigned to him by the City and no person may manufacture, have in his possession, carry on his person or use any false numbers or any copies of the permit numbers made for the City.

ARTICLE 15. — It is forbidden to use any vehicle number which has been registered at the City Hall as having been lost by its owner or by an employee of the latter, or to have the same in one's possession.

ARTICLE 16. — Every person who is held in virtue of this by-law to obtain a number, plate, certificate or card in connection with a permit shall, before the said permit is issued, pay to the Director of Finance of the City the sum of twenty-five cents (\$0.25).

ARTICLE 17. — The holders of permits issued under this by-law shall take as much care as possible of the badges or other permit numbers delivered to them by the City. In case one or more of said numbers are lost the same may be replaced by the City by proving the loss thereof by the oath of the employee or the person himself who is supposed to have lost them and by paying to the Director of Finance of the City the following sums :

Journey-men plumbers' badges, dog tags and certificate or cards .....	\$0.50
Other badges and hand-cart numbers .....	1.00
Vehicles numbers including horse-drawn and motor vehicles and motorcycles .....	3.00

ARTICLE 18. — Every person holding a permit under this by-law and to whom a badge bearing a number corresponding with that of his permit has been delivered by the Director of Finance of the City, must, at all times, while engaged in the carrying on of his business or trade, wear the said badge in a conspicuous manner and so that it is constantly visible to the public.

Every person holding a permit under this by-law must, in addition to the badge-number hereinabove mentioned, have about him at all times, while engaged in the carrying on of his or trade, an identification card, bearing the license number corresponding to the number of the badge delivered to him by the Director of Finance of the City, as well as his photograph and his signature, such identification card to be issued by the Director of the Police Department and the person to whom it has been delivered is held to exhibit same to any inspector of the License Department or any member of the Police Department whenever required to do so.

ARTICLE 19. — Notwithstanding any provision to the contrary contained in this by-law and subject to the other obligations imposed upon any person desiring to obtain a permit or privilege from the City by such by-law, no such permit or privilege may be granted unless such person exhibit to the proper authorities an identification card issued by the said City and containing his photograph, his name and fore-name, his address and all other information required for the issuing of such card.

ARTICLE 20. — Notwithstanding any provision to the contrary the Director of Finance is authorized to issue permits of any kind whatsoever, providing that the written recommendation of the employees designated in each case have been given during a previous fiscal year.

ARTICLE 21. — Notwithstanding any provision to the contrary any permit issued by the City in virtue of any municipal by-law on the recommendation of one or more of the officials designated in each case and coming under their jurisdiction, may, on a report from said officials, recommending the revocation of such permit, be revoked by the Executive Committee at any time before the expiry of the term for which the same has been issued.

Whenever any permit is revoked in virtue of the provisions of this article the holder thereof may claim from the City the refund of that portion of the permit fee corresponding to the period of time the said permit still has to run.

ARTICLE 22. — No person shall represent himself falsely as one of the City constables designated as permit inspector

nor, not being duly authorized to that effect, shall wear the badge of such inspector, nor shall prevent any of the said constables, when wearing their inspectors' badges, from entering into any house or upon any property, nor shall assault them while in the lawful performance of their duties.

ARTICLE 23. — The licenses granted under this by-law shall expire on the first day of May, each year, whatever may be the date on which they are issued, in the course of the year; the Director of Finance of the City may, however, grant licenses from the first November for the remainder of the year, on payment of half of the annual license fee. This provision does not apply to the permits for temporary stores or to those bearing the indication "per day". All permits must be signed by the Director of Finance of the City.

The new taxes and new permits imposed as well as the taxes and permits the cost of which has been changed since the first May 1940, shall take effect and shall be considered as being due as from that date.

ARTICLE 24. — Unless otherwise noted in this by-law, no permit is transferable nor does it authorize any person to do business or act under it excepting the person or persons named therein.

This section does not apply to agents or solicitors for stages, railway trains, vessels, boarding-houses, or places of public entertainment the permits wherefor may be issued in the name of their employers, but on the following conditions only: 1. That the said employers cause the names and addresses of the said agents to be registered in the office of the Director of Finance of the City on the day of the issue of the said licenses and each time that they shall change their agents; 2. That the said employers shall furnish to the police, when required, the necessary information to indicate who are, on each day, the agents in possession of the badges or permit numbers delivered by the City.

Nor does this section apply to clerks employed by auctioneers whose permits may be issued in the name of their employers but on condition that the said employers shall cause to be registered in the office of the Director of Finance of the City on the day of the issue of the permit, and each time

they shall change clerks, the names and addresses of the said clerks.

ARTICLE 25. Every permit imposed under this by-law is payable for each commercial establishment kept by the same person in two or more distinct or separate buildings or places of business.

ARTICLE 26. — For any special tax mentioned in this by-law, the City may require, at the time of the application for the license, a deposit to guarantee the payment thereof. Should such license be later refused, the City is authorized to retain from the said deposit the proportion of the tax corresponding to the period elapsed.

#### PENALTY

ARTICLE 27. — Anyone contravening any of the provisions of this by-law, in the case of concert-halls or halls for theatrical performances, moving picture halls, dance-halls, halls of amusement whatsoever, circuses, menageries, exhibitions of any kind, skating rinks and museums, shall be liable to a fine, with or without costs, and in default of immediate payment of said fine, or fine and costs, as the case may be, to an imprisonment, the amount of said fine and the term of imprisonment to be fixed by the Recorder's Court of the City of Montreal, at its discretion, but said fine shall not exceed two hundred dollars and the imprisonment shall not be for a longer period than sixty days, the said imprisonment however to cease at any time before the expiration of the term fixed by the said Recorder's Court upon payment of the said fine or fine and costs, as the case may be, and if the infringement continues, the offender shall be liable to the fine and penalty above mentioned for each day during which the infringement is continued.

Anyone contravening any of the other provisions of this by-law shall be liable to a fine, with or without costs, and in default of immediate payment of said fine, or fine and costs, as the case may be, to an imprisonment, the amount of said fine and the term of imprisonment to be fixed by the Recorder's Court of the City of Montreal at its discretion; but said fine shall not exceed forty dollars and the imprisonment shall not



be for a longer period than sixty days, the said imprisonment, however to cease at any time before the expiration of the term fixed by the said Recorder's Court, upon payment of the said fine or fine and costs, as the case may be, and if the infringement continues, the offender shall be liable to the fine and penalty above mentioned for each day during which the infringement is continued.

Nevertheless, the fine which the Recorder's Court shall impose for any infraction, after the first one, of the by-laws concerning permits, shall be, notwithstanding any provision contained in any of the by-laws of the City, at least equal to the fee payable for the permit mentioned in the complaint lodged in the Recorder's Court, whatever may be the amount of the fine fixed by the by-law, unless the fee for such permit be paid by the offender at the same time as the fine imposed.

### REPEAL

ARTICLE 28. — The following are hereby repealed: By-laws Nos. 182, 236, 267, 313, 329, 354, 362, 363, 367, 371, 399, 402, 404, 422, 432, 451, 456, 485, 508, 530, 548, 557, 591, 621, 643, 681, 688, 690, 713, 729, 744, 753, 765, 776, 777, 810, 819, 823, 852, 889, 894, 911, 922, 932, 957, 998, 1103, 1191, 1240, 1255, 1291, 1318, 1339, 1442, 1452, 1504, 1528, 1555, 1574, 1620, the ordinances of the Quebec Municipal Commission bearing No. 1625, section 38 of By-law No. 270, as well as paragraph (f) of article 19 of By-law No. 260, but such repeal shall not have the effect of changing any thing or any matter done or to be done in virtue of the provisions thus repealed.

The above by-law was adopted without any amendment by Ordinance of the Quebec Municipal Commission, under date of the 11th September 1940, in virtue of paragraph d of Article 39 of Act 22 George V, chapter 56, as amended.

The Administrator Delegate of the Quebec Municipal Commission.

(Signed) HONORÉ PARENT.  
Archives de la Ville de Montréal

# TABLE OF CONTENTS

— A —

DESCRIPTION	Article	Paragraph
Advertising vehicles	5	36
Alimentary pastes, mufrs.	6	12
Amusement halls	10	5
Amusement halls, social amusements	10	9
Auctioneers (city merchandise)	5	19 (a)
Auctioneers (merchandise outside City)	5	19 (c)
Auctioneer, defined	5	19 (f)
Auctioneers' clerks (goods from within city)	5	19 (b)
Auctioneers' clerks (goods from outside city)	5	19 (d)
Autobus	5	6
Automobiles for hire	5	6

— B —

Bakers	6	1
Bankrupt stocks	1	19
Barbers etc. (shops)	11	2
Baths (public)	11	1
Bicycles	5	8
Billiards (game of)	10	4 (b)
		and 10
Bill posters	5	1
Bill posters (employees of)	5	2
Boilers (steam)	9	
Boot-blacks (in streets)	5	11
Boot-blacks (in shops)	1	13
Bottling, manufacture of beverages etc.	6	4
Bowling	10	4 (a)
		and 10
Brokers (stock) (of the City)	1	2
Brokers (stock) (from outside)	1	3
Building materials	2	
Business in private dwelling	1	18
Butcher's stalls	6	7

— C —

Cab-men's employees	5	18
Cancellation of permits	21	
Canopies	7	4
Carrying of badges	1	
Cartage vehicles	1	28

DESCRIPTION	Article	Paragraph
Certificates already issued	20	
Chain stores	4	
Chauffeurs (automobiles for hire)	5	10
Children's boarding houses	11	6
Chimney sweeps	8	
Circuses, etc.	5	12
Clubs	10	2
Coal and wood dealers	10	3
Collection agents	1	4
Common carriers	5	33
Concert-café's etc.	10	1
Concert halls, etc.	10	6
Constables, special	5	15
Cost of badges, etc.	16	

— D —

Dance halls	10	7
Dealers (not residing in City)	1	17
Deposits	26	
Detective agencies	5	3
Detectives	5	3
Distributors of circulars, samples, etc.	5	17
Dog dealers	5	14
Dogs	1	12
Dry cleaning	7	3
Duration of permits	23	

— E —

Embalmers	6	3
Employees of peddlers	5	13 (f)
Employees of peddlers, haberdashery etc.	5	13 (g)
Employees of solicitors, canvassers	5	13 (i)
Exhibitions, carnivals, shows	5	22
Exhibition of animals	5	20
Exhibitions, magic lantern etc.	5	21

— F —

DESCRIPTION	Article	Paragraph
False numbers	14	
Farm produce dealers	1	16
Financial agents	1	6
Fire danger, places subject to	7	2
Fire insurance companies	3	
Fish dealers (wholesale)	6	2
Fraudulent inspectors	22	
Fresh meat, selling, wholesale	6	10
Fumigators	6	8

— G —

Gasoline pumps	1	24
Guides	5	23

— H —

Hand-carts, for business	1	27
Hand-carts, junk dealers	5	35
Hand-carts, junk dealers	6	11
Hand-carts, ice trade	1	10
Hand-hose	1	15
Hay dealers	1	14
Horse dealers	1	11
Horses (spare)	11	5
Hospitals, private	1	22
House numbers	5	24
Hypnotizers etc.		

— I —

Identification card	19	
Insurance agents	5	26
Itinerant musicians	5	13 (d)
Itinerant vendors, with vehicles		

Archives de la Ville de Montréal

— J —

DESCRIPTION	Article	Paragraph
Junk dealers, second hand dealers etc.	5	25

— K —

Knives-sharpeners etc.	1	8
------------------------	---	---

— L —

Laundry agents	1	7
Laundry (public)	12	

— M —

Manufacture, bottling of beverages etc.	6	4
Masseurs	11	7
Meeting halls, societies etc.	10	11
Merry-go-rounds	5	9
Milkmen	6	9
Moneylenders	1	25
Motion picture halls	10	8
Motors (under 5 H.P.)	1	21
Motors (over 5 H.P.)	7	5

— N —

Numbers, certain, forbidden	15	
-----------------------------	----	--

— P —

DESCRIPTION	Paragraph	Article
Pawnbrokers	5	31
Peddlers, hawkers etc., defined	5	13 (k)
Peddlers (employees of)	5	13 (f)
Peddlers (in streets, all others)	5	13 (c)
Peddlers (measures to be used)	5	13 (n)
Peddlers (minimum age)	5	13 (o)
Peddlers (number in each waggon)	5	13 (q)
Peddlers (number-badges)	5	13 (m)
Peddlers with vehicles	5	13 (d)
Peddlers (fruits and vegetables)	5	13 (e)
Peddlers (small articles)	5	13 (a)
Peddlers (dry-goods, haberdashery, shoes)	5	13 (g)
Peddlers (ribbons, badges etc.)	5	13 (b)
Peddling (hours of)	5	13 (p)
Penalties	27	
Permits, obligatory for each establishment	25	
Persons advertising as agents, etc.	13	
Persons exhibiting selves for advertising	5	27
Photographers, itinerant	5	28
Plumbers	6	13
Posters, examination of	5	20
Poultry, killing and sale of	6	15
Public vendors on private land	5	34

— R —

Realty agents	1	5
Refuges	11	8
Renewal of lost numbers	17	
Repeal of by-laws	28	
Restaurants etc.	11	4
Restaurants, temporary, (circus etc.)	5	32

— S —

Sandwich-men (sign-board carriers)	5	30
Scissors-sharpeners etc.	1	8
Shooting galleries	10	10
Sign-board carriers (sandwich men)	5	30
Signs, illuminated	7	1
Skating rinks	5	16
Slot machines	6	6
Smoking of meat	5	13 (l)
Solicitors or canvassers, defined	5	4
Solicitors of customers for cabs etc.	5	

No. 11	DESCRIPTION	Article	Paragraph
	Solicitors for cabs etc. . . . .	5	4
	Stores, temporary . . . . .	1	20

Junk

## — T —

	Taxi-cabs . . . . .	5	6
	Tobacco, etc. shops . . . . .	11	3
	Transfer of permits . . . . .	24	

Knives

## — U —

	Umbrella menders . . . . .	1	8
	Undertakers . . . . .	6	5
	Upholsterers . . . . .	6	14

Laund  
Laund

## — V —

	Vehicles, ice . . . . .	6	11
	Vehicles junk dealers . . . . .	5	38
	Vehicles, motor, heavy . . . . .	1	26
	Vehicles, motor, heavy . . . . .	5	37
	Vehicles, for hire, for touring . . . . .	1	29
	Vehicles, pleasure . . . . .	1	30
	Vehicles, for carrying stone . . . . .	1	31
	Vehicles, used for any purpose . . . . .	1	32
	Vehicles, three or more horses . . . . .	1	

Manul  
Massei  
Meetin  
Merry  
Milkm  
Money  
Motior  
Motori  
Motori

## — W —

	Water used for building purposes . . . . .	2	
	Weigh-scales (public) . . . . .	5	7
	Wood, sawn, sold on wharves . . . . .	1	9

Numb